

Chambre des Représentants

SESSION 1964-1965

18 MARS 1965.

PROJET DE DECLARATION relatif à la révision de la Constitution.

PROPOSITIONS DE DECLARATION de révision de la Constitution.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION SPECIALE
POUR LA DECLARATION DE REVISION
DE LA CONSTITUTION (1)
PAR MM. MOYERSON
ET PIERSON.

TABLE DES MATIERES.

	Page
Discussion générale	2
Examen des matières proposées à révision	5
I. — Le Parlement	5
A. — Composition et élection des Chambres	5
1. — Nombre des membres de la Chambre des Repré- sents et du Sénat	5
2. — Répartition des sièges entre les circonscriptions ...	5
3. — Droit de vote	6
4. — Eligibilité	6

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Van Acker.

A. — Membres : M. De Gryse, Mme De Riemaecker-Legot, MM. De Saeger, De Schryver, Harmel, Herbiet, Kiebooms, Lefèvre, Moyersoen, Parisis, Saint-Remy, Van den Boeynants, Verroken, Wigny. — MM. Bary, Collard, L., Deconinck J., De Sweemer, Gelders, Henry, Major, Merlot, Pierson, Terwagne, Van Acker, F., Van Eynde. — MM. De Clercq, De Winter, Lefebvre, R.

B. — Suppléants : MM. Hermans, Lebas, Meyers, Michel, Robijns, Scheyven, Smedts. — MM. Cools, Lacroix, Nyffels, Radoux, Toubeau, Van Cleemput. — MM. Jeunehomme, Vanderpoorten.

Voir :

993 (1964-1965) :

— N° 1: Projet de déclaration.
— N° 2 à 5: Amendements.

12 (S.E. 1961) : Proposition de déclaration.

140 (S.E. 1961) : Proposition de déclaration.

258 + Errata (1961-1962) : Proposition de déclaration.

275 (1961-1962) : Proposition de déclaration.

437 (1962-1963) : Proposition de déclaration.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1964-1965

18 MAART 1965.

ONTWERP VAN VERKLARING betreffende de herziening van de Grondwet.

VOORSTELLEN VAN VERKLARING tot herziening van de Grondwet.

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE
VOOR DE VERKLARING TOT HERZIENING
VAN DE GRONDWET (1),
UITGEBRACHT DOOR DE HEREN MOYERSON
EN PIERSON.

INHOUDSTAFEL.

	Blz.
Algemene besprekking	2
Onderzoek van de punten waarvan de herziening wordt voorgesteld	5
I. — Het Parlement	5
A. — Samenstelling en verkiezing van de Kamers	5
1. — Aantal leden van de Kamer van Volksvertegenwoor- digers en van de Senaat	5
2. — Verdeling van de zetels onder de kiesdistricten	5
3. — Stemrecht	6
4. — Verkiebaarheid	6

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Van Acker.

A. — Leden : de heer De Gryse, Mevr. De Riemaecker-Legot, de heren De Saeger, De Schryver, Harmel, Herbiet, Kiebooms, Lefèvre, Moyersoen, Parisis, Saint-Remy, Van den Boeynants, Verroken, Wigny. — de heren Bary, Collard, L., Deconinck J., De Sweemer, Gelders, Henry, Major, Merlot, Pierson, Terwagne, Van Acker, F., Van Eynde. — de heren De Clercq, De Winter, Lefebvre, R.

B. — Plaatsvervangers : de heren Hermans, Lebas, Meyers, Michel, Robijns, Scheyven, Smedts. — de heren Cools, Lacroix, Nyffels, Radoux, Toubeau, Van Cleemput. — de heren Jeunehomme, Vanderpoorten.

Zie :

993 (1964-1965) :

— N° 1: Ontwerp van verklaring.
— N° 2 tot 5: Amendementen.

12 (B.Z. 1961) : Voorstel van verklaring.

140 (B.Z. 1961) : Voorstel van verklaring.

258 + Errata (1961-1962) : Voorstel van verklaring.

275 (1961-1962) : Voorstel van verklaring.

437 (1962-1963) : Voorstel van verklaring.

Page		Blz.
B. — Attribution de chacune des Chambres	7	7
1. — Spécialisation relative	7	7
2. — Délégation aux sections ou commissions permanentes	7	7
C. — Procédure parlementaire	8	8
1. — Ouverture des sessions ordinaires	8	8
2. — Modalités des votes (art. 39 et 41)	8	8
3. — Délegations individuelles (art. 39)	8	8
4. — Propositions de certaines institutions	9	9
D. — Situation juridique des membres des Chambres	10	10
1. — Incompatibilités	10	10
2. — Indemnités	10	10
II. — Harmonisation des rapports entre les communautés linguistiques	10	10
1. — Les régions linguistiques et l'emploi des langues	10	10
2. — Le système dit de la motion d'exception	11	11
III. — Le Gouvernement	14	14
IV. — Les juridictions judiciaires et administratives et le Conseil d'Etat	14	14
1. — Compétence des juridictions	14	14
2. — Publicité des audiences et des jugements	15	15
3. — Cours d'appel	15	15
4. — Cours d'assises	15	15
5. — Juridictions à compétence spécialisée	15	15
6. — Conseil d'Etat et juridictions administratives	16	16
V. — Adaptation de la Constitution à l'évolution des relations internationales et à la création d'autorités supranationales	17	17
VI. — Décentralisation et déconcentration	17	17
VII. — Les libertés publiques	19	19
1. — L'égalité devant la loi	19	19
2. — Le secret des communications	19	19
3. — Les droits économiques et sociaux	19	19
VIII. — Révision et suspension de la Constitution	20	20
1. — Révision de la Constitution	20	20
2. — Suspension de la Constitution	20	20
IX. — Dispositions diverses	21	21
1. — Sort à réservé à l'article 1 ^{er} , alinéa 4	21	21
2. — La capitale du Royaume	21	21
3. — Établissement du texte néerlandais de la Constitution	22	22
4. — Abrogation de certaines dispositions devenues sans objet	22	22
5. — Budgets cycliques	23	23
X. — Amendements	23	23
1. — La Cour des Comptes	23	23
2. — Propositions à la nomination de certains magistrats	24	24
3. — Amendements présentés par M. Moulin	24	24
XI. — Propositions de déclarations de MM. Dejace, Paque, Van der Elst et Moulin	24	24
Projets de déclarations de révision de la Constitution adoptés par la Commission spéciale	25	25
Annexe :		
Texte des dispositions soumises à révision en vue de leur abrogation	29	29
Ontwerpen van verklaring tot herziening van de Grondwet aangenomen door de Bijzondere Commissie		25
Bijlage :		
Tekst van de bepalingen die dienen te worden herzien met het oog op de intrekking ervan		29

MESDAMES, MESSIEURS.

DISCUSSION GENERALE.

Votre Commission spéciale s'est réunie les mercredi 10, jeudi 11 et vendredi 12 mars 1965.

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique a introduit la discussion générale en résumant l'exposé des motifs du projet de déclaration déposé par le Gouvernement. Il a souligné que c'était la première fois que l'on envisageait de donner à la révision de la Constitution un caractère aussi large. Au cours des procédures de révision constitutionnelle entamées en 1953 et 1958, les gouvernements s'étaient efforcés de limiter la révision aux dispositions strictement nécessaires, comme ce fut le cas pour les deux révisions antérieures, de 1893 et de 1920-1921.

DAMES EN HEREN,

ALGEMENE BESPREKING.

Uw bijzondere Commissie is bijeengekomen op woensdag 10, donderdag 11 en vrijdag 12 maart 1965.

Ter inleiding van de algemene besprekking geeft de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt een samenvatting van de Memorie van Toelichting van het door de Regering ingediende ontwerp van verklaring. Hij legt er de nadruk op dat voor het eerst een zo ruim opgevatte herziening van de Grondwet wordt overwogen. Bij procedures tot herziening van de Grondwet, waarmee een aanvang werd gemaakt in 1953 en 1958, hebben de verschillende Regeringen er zich op toegelegd de herziening te beperken tot de strikt noodzakelijke wijzigingen, wat trouwens ook het geval was bij de twee vorige herzieningen, in 1893 en in 1920-1921.

Le projet de déclaration, actuellement déposé, se caractérise par le grand nombre d'articles soumis à révision. Ceci ne veut pas dire que le Gouvernement entend mettre en cause notre régime traditionnel, ni ses institutions.

Dans l'exposé des motifs du projet de déclaration, il est précisé que le Gouvernement, comme les trois partis traditionnels qui lui ont apporté leur collaboration, lors de la procédure préparatoire, ont entendu poursuivre les objectifs suivants :

« 1. Il importe d'aménager nos institutions de manière à améliorer l'efficacité de leur fonctionnement et à les rendre plus aptes à servir les intérêts fondamentaux de la nation.

» 2. Il importe d'assurer par des garanties appropriées la coopération fraternelle des Flamands et des Wallons, dans le cadre d'un même Etat, dont la force principale résulte de leur union.

» 3. Il importe de procéder à une large décentralisation, permettant de gérer et de régler dans le cadre régional tout ce qui est d'intérêt régional, sans mettre en péril l'intérêt général de la nation.

» 4. Il convient d'établir des dispositions appropriées à l'évolution de l'ordre juridique international et à la création d'institutions supranationales, notamment dans le cadre européen » (p. 4-5).

Le Ministre a rappelé les travaux préparatoires particulièrement étendus qui ont précédé la procédure parlementaire proprement dite : la création, en octobre 1962, d'un groupe de travail invité par le Gouvernement à procéder à l'exploration des problèmes; la composition, à l'invitation du Gouvernement, à la fin de 1963, d'une commission tripartite dite de la Table ronde, pour la réforme des institutions.

Les rapports établis par ce groupe de travail et par la Commission de la Table ronde sont annexés au projet de déclaration déposé par le Gouvernement.

L'ampleur de ces travaux préparatoires a permis à votre Commission spéciale de mener à bien, en un court laps de temps, l'étude du projet de déclaration gouvernementale.

La déclaration du Ministre a été suivie d'une large discussion générale. Les rapporteurs de la Commission spéciale n'estiment pas nécessaire cependant de reprendre ici tout ce qui a été discuté, mais ils rencontreront les observations formulées, au fur et à mesure de l'examen des divers points de la déclaration gouvernementale. Toutefois, ils tiennent à rapporter l'opinion émise par certains membres, selon laquelle les travaux préparatoires auxquels il a été fait allusion ci-dessus, n'avaient pas épousé toutes les questions soulevées à l'occasion de la révision de la Constitution.

La Table ronde avait émis le voeu que le Gouvernement tienne largement compte de toutes les adaptations souhaitables. Elle avait insisté pour que le mandat confié aux futures Chambres constituantes soit le moins limitatif possible. Les tenants de cette opinion estimaient que les Chambres préconstituant devaient faire le maximum de confiance à la Constituante en tenant compte de ce que les majorités qualifiées requises pour toute révision constitutionnelle devaient donner à chacun tous ses apaisements.

Partageant cette opinion, la majorité de votre Commission a cependant estimé qu'il y avait lieu de ne prendre en considération pour la révision, que les seuls articles pour lesquels des propositions acceptables étaient formulées. La déclaration des Chambres préconstituant ne doit pas être un blanc-seing absolu. D'après le prescrit constitu-

Wat het thans ingediende ontwerp van verklaring kenmerkt, is het groot aantal artikelen die zullen worden gewijzigd. Dit betekent niet dat de Regering ons traditioneel bestel, noch onze instellingen in het gedrang wil brengen.

In de Memorie van Toelichting van het ontwerp van verklaring wordt uiteengezet dat de Regering en de drie traditionele partijen die met haar hebben samengewerkt bij de voorbereidenden procedure, de volgende doelstellingen hebben beoogd :

« 1. Onze instellingen moeten derwijze worden georganiseerd dat de doelmatigheid van hun werking verbeterd wordt en zij beter in staat zijn de fundamentele belangen van de natie te dienen.

» 2. Door middel van aangepaste waarborgen moet de broederlijke samenwerking tussen Walen en Vlamingen verzekerd worden in het raam van éénzelfde Staat wiens macht hoofdzakelijk voortvloei uit hun eendracht.

» 3. Een ruime decentralisatie moet worden doorgevoerd, om al wat van regionaal belang is in het regionaal verband te kunnen beheren en regelen, zonder daarom het algemeen belang van de natie in gevaar te brengen.

» 4. Er moeten bepalingen worden ingevoerd welke rekening houden met de evolutie van de internationale rechtsorde en met het ontstaan van supranationale instellingen inzonderheid op Europees vlak » (bl. 4-5).

De Minister herinnert aan de zeer grondige voorbereidende werkzaamheden die aan de eigenlijke parlementaire procedure zijn voorafgegaan : oprichting, in oktober 1962, van een werkgroep waaraan door de Regering opdracht werd gegeven de studie van de problemen aan te vatten; vorming, op het einde van 1963 en op verzoek van de Regering, van een driepartijencommissie, de z.g. Ronde-tafelcommissie, voor de hervorming van onze instellingen.

De door deze werkgroep en de Ronde-tafelcommissie opgestelde verslagen zijn gevoegd bij het door de Regering ingediende Ontwerp van Herziening.

Dank zij die omvangrijke voorbereidende werkzaamheden was uw Commissie in staat om op korte tijd de behandeling van het Ontwerp van Verklaring tot een goed einde te brengen.

De verklaring van de Minister werd gevuld door een uitgebreide algemene besprekking. De verslaggevers van de Bijzondere Commissie menen dat het nochtans niet nodig is hier alles over te nemen wat besproken werd, doch zij zullen de gemaakte opmerkingen beantwoorden naar aanleiding van de besprekking van de verschillende punten van de Regeringsverklaring. Zij willen nochtans niet nalaten te vermelden dat, volgens sommige leden, bij de hoger bedoelde voorbereidende werkzaamheden niet alles is gezegd over de vraagstukken die ter sprake zijn gekomen ter gelegenheid van de herziening van de Grondwet.

De Ronde-tafel had de wens geuit dat de Regering in grote mate rekening zou houden met alle wenselijke aanpassingen. Zij had erop aangedrongen dat het aan de toekomende Grondwetgevende Kamers verleende mandaat zo weinig mogelijk restrictief zou zijn. Zij die deze mening verdedigden, betoogden dat de Kamers, die de grondwetsherziening voorbereiden, aan de Grondwetgevende Vergadering een maximum vertrouwen moeten schenken, gezien het feit dat de gekwalificeerde meerderheid, die steeds vereist is voor een grondwetsherziening, iedereen gerust moet stellen.

De meerderheid van de Commissie, die dit standpunt bijtrad, was nochtans de mening toegedaan dat men slechts die artikelen, waarvoor aanvaardbare voorstellen waren gedaan, in aanmerking moet nemen voor de herziening. De verklaring van de preconstituerende Kamers dient geen absolute volmacht te betekenen. Luidens de Grondwet zelf

tional lui-même (art. 131), elles doivent examiner « s'il y a lieu » de réviser certaines dispositions. La tâche de la Constituante doit être la rédaction de textes de droit positif. Les Chambres préconstituantes peuvent éventuellement écarter certaines propositions de révision lorsque l'interprétation des textes actuels en exclut la nécessité. Il faut rappeler en effet que notre Constitution, volontairement succincte, a toujours été interprétée comme n'empêchant aucune adaptation dans son cadre.

La discussion générale a également porté sur la procédure qui doit être suivie par les Chambres préconstituantes. Le Gouvernement a présenté un projet de déclaration unique portant sur trente-neuf points. Certains membres ont fait remarquer qu'une telle procédure n'avait pas été suivie en 1954 ni en 1893.

Votre Commission estime que chaque branche du pouvoir législatif doit pouvoir se prononcer avec une complète liberté d'appréciation. Ce ne serait pas le cas si l'on procérait à un vote d'ensemble sur un texte unique. C'est pourquoi, se conformant à la jurisprudence, il y a lieu de proposer une série de projets distincts de déclaration de révision pour chacun des articles à réviser.

Certains membres de votre Commission ont estimé peu souhaitable de voir la Commission de la Chambre se prononcer sur des dispositions visant l'autre Assemblée, avant que l'occasion n'eût été donnée à cette dernière d'en connaître. C'est pourquoi il a été convenu que le Gouvernement prendrait contact avec le Président du Sénat de manière que les dispositions qui intéressent spécialement cette Assemblée, soient examinées par la Commission spéciale du Sénat et que la Chambre ne statue qu'après avoir eu connaissance de la position prise par cette commission.

Toujours en ce qui concerne la procédure, votre Commission spéciale a décidé de suivre l'ordre des matières tel qu'il est établi par l'exposé des motifs et non suivant l'ordre numérique des articles de la Constitution soumis à révision.

Une autre question a été également soulevée : celle de savoir si la Constituante devait être autorisée à effectuer une nouvelle numérotation des articles de la loi fondamentale, telle que cette dernière apparaîtra après les modifications proposées. L'actuel projet de révision comporte en effet la proposition d'insertion de nouveau articles qui, sous une numérotation « bis », « ter » etc... introduiraient de nouvelles notions complémentaires ou étrangères aux dispositions actuellement existantes, et d'autre part votre Commission s'est prononcée en faveur de l'abrogation de dispositions transitoires et d'articles devenus sans objet. Faut-il, dans ces conditions, que notre future Constitution présente une numérotation qui, à certains égards, pourrait paraître incohérente. La majorité de votre commission a cependant estimé devoir conserver à toutes les dispositions maintenues leur numérotation originale en raison notamment des nécessités de l'enseignement et de la compréhension des travaux préparatoires et de la doctrine.

Enfin, votre Commission a cru devoir préciser sa conception sur la détermination des compétences des Chambres constituant à l'égard des matières proposées à révision. Elle estime que si les Chambres préconstituantes ne lient pas la Constituante, elles peuvent cependant manifester leur volonté de garantir l'intangibilité d'une disposition constitutionnelle lorsqu'elles limitent le mandat de la Constituante au libellé d'une disposition complémentaire par l'ajouté d'un alinéa ou par l'insertion d'un nouvel article se rattachant à un article existant. Ceci n'exclut pas, bien entendu, que certains articles nouveaux puissent avoir pour objet des matières non traitées dans la Constitution. Dans ce dernier cas, la rédaction du projet de déclaration expli-

(art. 131) dienen zij na te gaan of « er redenen zijn » tot herziening van sommige bepalingen. De taak van de Grondwetgevende Vergadering dient te bestaan in het opstellen van teksten van positief recht. De Kamers die de grondwetsherziening voorbereiden, mogen eventueel sommige voorstellen tot herziening uitsluiten, wanneer uit de interpretatie van de bestaande teksten blijkt dat zij overbodig zijn. Men dient er inderdaad aan te herinneren dat onze opzettelijk bondig gehouden Grondwet altijd in die zin werd geïnterpreteerd, dat zij geen enkele evolutie binnen haar kader uitsloot.

Tijdens de algemene besprekking werd eveneens gehandeld over de procedure die de preconstituërende kamers moeten volgen. De Regering heeft één ontwerp van verklaring ingediend, die op negenendertig punten betrekking heeft. Sommige leden hebben de opmerking gemaakt dat men in 1954 en 1893 een andere procedure heeft gevolgd.

Uw Commissie meent dat elke tak van de Wetgevende Macht in staat moet zijn om zich met volledige vrijheid van beoordeling uit te spreken. Dit zou niet het geval zijn indien er werd gestemd over een enkele tekst in zijn geheel. Daarom dient, overeenkomstig de precedenten, een reeks van afzonderlijke ontwerpen tot herziening te worden ingediend voor elke artikel dat moet worden herzien.

Sommige Commissieleden menen dat het niet erg wenselijk is dat de Commissie van de Kamer zich over de bepalingen betreffende de andere Vergadering uitspreekt voordat deze in de gelegenheid is gesteld er kennis van te krijgen. Daarom is overeengekomen dat de Regering contact zou opnemen met de Voorzitter van de Senaat opdat de bepalingen welke speciaal op deze Vergadering betrekking hebben, door de bijzondere Commissie van de Senaat behandeld worden en opdat de Kamer zich slechts met kennis van het door deze Commissie aangenomen standpunt zou uitspreken.

Wat de procedure betreft, heeft uw bijzondere Commissie besloten de orde van de matières te volgen die in de memorië van toelichting wordt gekozen en niet volgens de numerieke volgorde van de artikelen van de Grondwet, die worden herzien.

Een ander vraagstuk is naar voren gebracht, namelijk of aan de grondwetgevende Vergadering de bevoegdheid moet worden verleend een nieuwe nummering van de artikelen van de Grondwet, zoals deze er na de voorgestelde wijzigingen uitziet, door te voeren. Het huidige ontwerp van herziening voorziet immers in het voorstel om nieuwe artikelen in te voegen; de met « bis », « ter » enz... genummerde artikelen zouden nieuwe begrippen invoeren welke de thans bestaande bepalingen aanvullen of eraan vreemd zijn. Uw Commissie heeft zich anderzijds voor de opheffing van overgangsmaatregelen of overbodig geworden artikelen uitgesproken. Derhalve zal onze toekomstige Grondwet een nummering krijgen die in zekere opzichten onsaamhangend kan lijken. De meerderheid van uw Commissie meent nochtans dat alle bepalingen hun oorspronkelijke nummering dienen te behouden, namelijk om wille van de noodwendigheden van het onderwijs, het begrijpen van de voorbereidende stukken en de rechtsleer.

Ten slotte heeft uw Commissie het nuttig geacht haar opvatting te verduidelijken over het vaststellen van de bevoegdheden van grondwetgevende Kamers ten aanzien van de matières waarvan de herziening voorgesteld wordt. Hoewel de preconstituërende Kamers de grondwetgevende Vergadering niet binden, meent uw Commissie dat zij nochtans de wil tot uiting kunnen doen komen om de onaantastbaarheid van een bepaalde grondwettelijke tekst te waarborgen, wanneer zij het mandaat van de grondwetgevende Vergadering beperken tot de tekst van een aanvullende bepaling door toevoeging van een lid of door invoeging van een nieuw artikel dat aan een bestaand artikel gekoppeld wordt. Dit sluit natuurlijk niet uit dat

cite la volonté des Chambres préconstituantes. En résumé : en visant des articles existants, les Chambres ne lient pas la Constituante, mais celle-ci demeure limitée dans son droit de révision à la matière couverte par l'article. De même si les Chambres décident de proposer une disposition nouvelle, elles doivent indiquer la matière à régler par la Constituante et celle-ci ne pourra traiter d'un autre objet.

sommige nieuwe artikelen zaken zouden mogen betreffen, die in de Grondwet niet behandeld werden. In dit laatste geval maakt de tekst van het ontwerp van Verklaring de wil van de preconstituerende Kamers duidelijk. Kortom : wanneer de Kamers bestaande artikelen aanduiden, binden zij de grondwetgevende Vergadering niet, maar dezer recht tot herziening blijft beperkt tot de materie die door het artikel bestreken wordt. Evenzo, dienen de Kamers, wanneer zij besluiten een nieuwe bepaling voor te stellen, de materie aan te duiden die door de grondwetgevende Vergadering zal worden geregeld. Deze zal geen andere zaak mogen behandelen.

EXAMEN DES MATIERES PROPOSEES A REVISION.

I. — Le Parlement.

A. — Composition et élection des Chambres.

1. — Nombre des membres de la Chambre des Représentants et du Sénat.

Le projet gouvernemental propose la révision des articles 49 et 53 de la Constitution dans le but de déterminer que la Chambre des Représentants et le Sénat comporteront chacun un nombre fixe de membres : 212 représentants et 178 Sénateurs compte non tenu des sénateurs de droit. La Commission se rallie aux propositions de la conférence de la Table ronde tendant à fixer, indépendamment du prescrit de l'article 54 de la Constitution, à 48 le nombre de sénateurs provinciaux et à 24 celui des sénateurs cooptés. Ceci implique, comme il sera dit plus loin, que l'adaptation des sièges au chiffre réel de la population devra dorénavant se faire à l'intérieur de chiffres fixes.

2. — Répartition des sièges entre les circonscriptions.

Partant de ce principe, le projet de déclaration gouvernementale propose d'insérer dans la Constitution, des dispositions assurant la répartition des sièges entre les circonscriptions, de manière que celles-ci soient proportionnelles à leur population respective. Votre Commission s'est ralliée aux propositions de la Commission pour la réforme des Institutions qui a dégagé les trois principes suivants :

— la répartition des sièges entre les circonscriptions doit être proportionnelle à leur population respective;

— il appartient à la loi d'effectuer cette répartition dans les dix-huit mois qui suivent le recensement décennal. À défaut d'intervention législative, le Roi attribuerait à chaque circonscription le nombre de sièges revenant à une circonscription, compte tenu de sa population par rapport au chiffre de la population du Royaume. Cette garantie est plus amplement décrite à la page 6 de l'exposé des motifs du projet de déclaration;

— le Gouvernement prévoyait qu'à défaut de recensement publié, le Roi devrait utiliser les dernières statistiques de l'Institut National de Statistique. Votre Commission a fait valoir, à juste titre, que ce principe était libellé de manière trop restrictive et qu'il convenait de l'amender en précisant que le recours aux statistiques de l'Institut national devait être imposé non seulement à défaut de publi-

ONDERZOEK VAN DE PUNTEN WAARVAN DE HERZIENING WORDT VOORGESTELD.

I. — Het Parlement.

A. — Samenstelling en verkiezing van de Kamers.

1. — Aantal leden van de Kamer van Volksvertegenwoordigers en van de Senaat.

Het Regeringsontwerp stelt de herziening voor van de artikelen 49 en 53 van de Grondwet, met het doel te bepalen dat de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de Senaat elk een vast aantal leden zullen tellen : 212 Volksvertegenwoordigers en 178 Senatoren, zonder rekening te houden met de Senatoren van rechtswege. De Commissie stemt in met de voorstellen van de Ronde-tafelconferentie om, ongeacht het bepaalde in artikel 54 van de Grondwet, het aantal provinciale Senatoren op 48 en het aantal gecoöpteerde Senatoren op 24 vast te stellen. Zoals verder wordt betoogd, houdt dit in dat de aanpassing van de zetels aan het werkelijke bevolkingscijfer voortaan binnen het raam van vaste cijfers zal dienen te geschieden.

2. — Verdeling van de zetels onder de kiesdistricten.

Voortgaande op dit principe, wordt in het Regeringsontwerp van verklaring voorgesteld in de Grondwet sommige bepalingen in te voegen met het doel de zetels derwijze onder de kiesdistricten te verdelen dat zij in verhouding staan tot dezer respectieve bevolking. Uw Commissie is ingegaan op de voorstellen van de Commissie voor de hervorming van de Instellingen, die de volgende drie principes heeft vooropgesteld :

— de verdeling van de zetels onder de kiesdistricten dient naar verhouding van dezer bevolking te geschieden;

— deze verdeling dient bij de wet te worden doorgevoerd binnen achttien maanden na de tienjaarlijkse volkstelling. Indien de wetgever in gebreke blijft, zou de Koning aan elk kiesdistrict het aantal zetels toekennen, dat hieraan toekomt volgens het aantal inwoners ervan in verhouding tot het bevolkingscijfer van het Rijk. Deze waarborg wordt nader omschreven op bladzijde 6 van de Memorie van Toelichting van het ontwerp van Verklaring.

— De Regering voorzag dat, bij ontstentenis van een bekendgemaakte telling, de Koning gebruik zou moeten maken van de jongste statistieken van het Nationaal Instituut voor de Statistiek. Uw Commissie merkt terecht op dat deze regel te beperkt werd opgesteld en in die zin moet worden gewijzigd, dat moet worden bepaald dat de toevlucht tot de statistieken van het Nationaal Instituut

cation des résultats d'un recensement décennal, mais également à défaut d'organisation d'un tel recensement.

Votre Commission s'est ralliée aux suggestions du Gouvernement et considère, dès lors, que doivent être revisés les articles 49 et 53 de la Constitution. En revanche, votre Commission n'a pas suivi la proposition gouvernementale qui visait, en l'occurrence, l'article 54 de la Constitution. Cette disposition ne doit pas être modifiée et en conséquence, votre Commission a décidé l'omission de l'article 54, de la liste des articles soumis à révision.

Certains membres ont tenu à préciser que pour assurer la répartition des sièges entre les différentes circonscriptions électorales, le Parlement pourra, à défaut de recensement décennal, s'appuyer sur tous autres éléments d'appréciation. En effet, le pouvoir d'initiative des Chambres reste entier dans ce domaine.

Un membre a soulevé le problème particulier de la province du Brabant qui compte, à côté d'un arrondissement électoral bilingue, un arrondissement électoral unilingue de langue néerlandaise et un arrondissement électoral unilingue de langue française. Ce membre se posait la question de savoir s'il ne convenait pas de prévoir, pour l'élection des sénateurs provinciaux, une disposition garantissant l'équitable représentation de ces trois circonscriptions.

La Commission estime inutile de prévoir une disposition spéciale à cette fin.

3. — Droit de vote.

Le Gouvernement propose la révision de l'article 47, dans le but d'assouplir la règle, aux termes de laquelle les électeurs doivent être domiciliés, depuis six mois au moins, dans la même commune.

Certains membres ont estimé que la révision de l'article 47 doit permettre à la Constituante d'en modifier certaines dispositions et qu'ainsi l'âge de l'électorat pourrait éventuellement être abaissé.

La Commission est d'avis que l'inscription de l'article 47 sur la liste des articles soumis à révision doit permettre aussi l'abrogation du dernier alinéa de l'article 47 et de la disposition transitoire qui lui fait suite.

4. — Eligibilité.

Les conditions d'éligibilité des sénateurs sont énoncées par les articles 56, 56bis et 56ter de la Constitution.

L'article 56 énonce les règles qui sont valables pour les diverses catégories de sénateurs.

L'article 56bis ajoute des conditions supplémentaires relatives à l'élection des sénateurs élus directement, tandis que l'article 56ter édicte une règle d'incompatibilité pour les sénateurs élus par les conseils provinciaux. Il est à noter qu'aucune qualification supplémentaire n'est exigée dans le texte actuel de la Constitution, des sénateurs provinciaux et cooptés.

Le Gouvernement propose la révision de l'article 56bis pour « le soumettre à un nouvel examen qui pourra même aboutir à sa suppression, ou à son remplacement par des dispositions imposant, conformément à certaines suggestions faites au cours des travaux de la Commission tripartite, des qualifications pour l'élection des sénateurs provinciaux et des sénateurs cooptés ».

dient te worden opgelegd, niet enkel bij ontstentenis van het bekendmaken van de uitslagen van een tienjaarlijkse volkstelling, maar ook bij ontstentenis van het inrichten van zulke telling.

Uw Commissie sluit zich aan bij de voorstellen van de Regering en meent dan ook dat de artikelen 49 en 53 van de Grondwet dienen te worden herzien. Daarentegen gaat uw Commissie niet in op het voorstel van de Regering dat, in dit verband, artikel 54 van de Grondwet beoogde. Deze bepaling moet niet gewijzigd worden. Derhalve beslist uw Commissie artikel 54 niet te behouden op de lijst der artikelen die moeten worden herzien.

Sommige leden verklaren dat het Parlement, om de zetels over de verschillende kiesdistricten te verdelen, bij ontstentenis van een tienjaarlijkse volkstelling zal kunnen steunen op alle andere ter zake dienende gegevens. Het initiatiefrecht van de Kamers blijft op dat gebied geheel.

Een lid vestigt de aandacht op het bijzondere probleem van de provincie Brabant, die naast een tweetalig kiesarrondissement een eentalig Nederlands en een eentalig Frans kiesarrondissement bevat. Het lid vraagt zich af of voor de verkiezing van de provinciale senatoren niet dient te worden voorzien in een bepaling die de billijke vertegenwoordiging van die drie kiesdistricten zou waarborgen.

De Commissie heeft het onnodig geacht te dien einde in een bijzondere bepaling te voorzien.

3. — Stemrecht.

De Regering stelt voor om artikel 47 te herzien met het doel de regel, volgens welke de kiezers sedert ten minste zes maanden in dezelfde gemeenten woonachtig moeten zijn, te versoepelen.

Sommige leden zijn de mening toegedaan dat het ontwerp, aangezien het artikel 47 wil wijzigen, de grondwetgevende Vergadering in staat moet stellen om er sommige bepalingen van te wijzigen en dat aldus de leeftijd van de kiezers eventueel kan worden verlaagd.

De Commissie is het ernstige eens om artikel 47 in te schrijven op de lijst van de voor de herziening in aanmerking komende artikelen, wat het ook mogelijk zal moeten maken het laatste lid van artikel 47 en de eruit voortvloeiende overgangsmaatregel op te heffen.

4. — Verkiesbaarheid.

De voorwaarden voor de verkiezing van de Senatoren zijn in de artikelen 56, 56bis en 56ter van de Grondwet gesteld.

Artikel 56 schrijft de regelen voor welke gelden voor de diverse categorieën van senatoren.

Artikel 56bis voegt aanvullende voorwaarden aan dit artikel toe betreffende de verkiezing van de rechtstreeks verkozen senatoren, terwijl artikel 56ter een regel inzake onverenigbaarheid voorschrijft voor de senatoren die door de provincieraden zijn gekozen. Er zij opgemerkt dat in de huidige tekst van de Grondwet geen bijkomende voorwaarden aan de provinciale en gecoöpteerde senatoren worden gesteld.

De Regering stelt voor om artikel 56bis opnieuw te herzien, ten einde het te onderwerpen aan een nieuw onderzoek, dat zelfs tot de opheffing ervan zou kunnen leiden, of tot de vervanging ervan door bepalingen waarbij, overeenkomstig voorstellen gedaan tijdens de werkzaamheden van de Driepartijencommissie, kwalificatievereisten zouden opgelegd worden voor de verkiezing van de provinciale senatoren en van de gecoöpteerde senatoren.

En ce qui concerne l'article 56ter, le Gouvernement en propose la révision pour abréger le délai pendant lequel un membre ou un ancien membre d'un conseil provincial ne peut être élu sénateur par le Conseil provincial.

En ce qui concerne les sénateurs élus directement, la Commission tripartite et le Gouvernement ont envisagé la suppression de toutes les qualifications. En revanche, ils ont posé la question de savoir s'il ne conviendrait pas d'exiger certaines qualifications spéciales pour les sénateurs provinciaux et cooptés; pareille exigence pourrait être justifiée en raison de la spécialisation que l'on entend donner aux attributions du Sénat. Certains membres de votre Commission estiment qu'il faudrait également requérir une qualification spéciale pour les sénateurs élus directement.

D'autres membres combattent cette opinion. Ils estiment que pareilles qualifications porteraient atteinte au caractère démocratique du Sénat. Certains membres estiment qu'il faut prévoir aussi la révision de l'article 56, pour éviter des contradictions avec l'article 56bis tel qu'il est proposé pour la révision. La majorité de la Commission n'a pas cru devoir retenir cette suggestion.

En conclusion votre Commission a estimé que l'article 56ter devait être visé pour les motifs indiqués par le projet gouvernemental; qu'en revanche l'article 56bis devait être visé en raison d'une motivation amendée : « en vue de la suppression des conditions mises à l'éligibilité des sénateurs élus directement et le remplacement éventuel par des qualifications exigées pour l'élection des sénateurs provinciaux et cooptés ».

B. — Attributions de chacune des Chambres.

1. — Spécialisation relative.

Le Gouvernement propose la révision de l'article 27 en vue de permettre une spécialisation relative des deux Assemblées législatives. « Il a été reconnu, est-il écrit dans l'exposé des motifs, que les deux Assemblées devraient conserver les mêmes attributions, mais que ceci ne devait pas exclure une certaine spécialisation : dans l'esprit des propositions déjà faites depuis plusieurs années, la Chambre des Représentants aurait à exercer, en ordre principal, le contrôle politique de l'action gouvernementale, tandis que le Sénat exercerait, en ordre principal, les attributions législatives proprement dites. Cette spécialisation peut être réalisée dans une très large mesure, sans qu'une modification expresse de la Constitution soit nécessaire à cette fin. Mais il ne convient pas d'exclure la possibilité d'introduire une disposition modificative de ce genre ».

Votre Commission spéciale, tout en partageant les vues du Gouvernement sur l'intérêt que présente une spécialisation du travail parlementaire, estime que cet objectif peut être atteint par la modification des règlements d'ordre intérieur des Assemblées et par une meilleure coordination de leurs activités. La Commission estime que le texte de notre loi fondamentale est suffisamment souple pour que l'objectif indiqué puisse être atteint sans qu'il soit nécessaire de modifier la Constitution.

2. — Délégations aux sections ou commissions permanentes.

Le Gouvernement proposait d'introduire un article 26bis ouvrant la voie à la possibilité de déléguer des pouvoirs

De Regering gaf in overweging om artikel 56ter te herzien, met het oog op het verkorten van de termijn gedurende welke een lid of een gewezen lid van een provincieraad niet door deze tot senator kan worden gekozen.

Voor de rechtstreeks gekozen senatoren overwogen de Dripartijencommissie en de Regering om elke desbetreffende voorwaarde te schrappen. Daarentegen stelden zij de vraag of het niet de voorkeur verdient bepaalde bijzondere voorwaarden te eisen voor de provinciale en gecoöpteerde senatoren; een dergelijke eis zou verantwoord kunnen zijn, wegens de specialisatie die men aan de opdrachten van de Senaat wenst te geven. Sommige leden van uw Commissie zijn de mening toegedaan dat men van de rechtstreeks gekozen senatoren een speciale bevoegdheid zou moeten eisen.

Andere leden bestrijden dit standpunt. Zij zijn van mening dat dergelijke bevoegdheden inbreuk zouden maken op het democratische karakter van de Senaat. Sommige leden zijn nog de mening toegedaan dat ook artikel 56 moet worden herzien, ten einde tegenstrijdigheden te vermijden met artikel 56bis, zoals dit is voorgesteld met het oog op de herziening. De meerderheid van de Commissie heeft gemeend niet te moeten ingaan op deze suggestie.

Tot besluit is uw Commissie van oordeel dat artikel 56ter moet worden herzien om de in het regeringsontwerp aangehaalde redenen, maar dat artikel 56bis moet worden vermeld om een door de Commissie gewijzigde beweegreden, nl. « door de afschaffing van de voorwaarden van verkiesbaarheid waaraan de rechtstreeks gekozen senatoren moeten voldoen en door de eventuele vervanging door voorwaarden van verkiesbaarheid waaraan de provinciale en gecoöpteerde senatoren moeten voldoen ».

B. — Bevoegdheid van elke van beide Kamers.

1. — Betrekkelijke specialisatie.

De Regering stelt voor om artikel 27 te herzien ten einde een betrekkelijke specialisatie van elke Kamer mogelijk te maken. In de Memorie van Toelichting leest men dienaangaande : « Erkend werd dat beide vergaderingen dezelfde bevoegdheden dienen te bewaren, maar dit betekent niet dat een zekere specialisatie moet uitgesloten worden : in de geest van voorstellen, die reeds sedert verscheidene jaren werden gedaan, zou de Kamer der Volksvertegenwoordigers hoofdzakelijk belast zijn met de politieke controle over de regeringspolitiek, terwijl de Senaat hoofdzakelijk de eigenlijke wetgevende bevoegdheden zou uitoefenen. Deze specialisatie kan grondig verwezenlijkt worden zonder dat daartoe een uitdrukkelijke wijziging van de Grondwet nodig is. Maar de mogelijkheid om een dergelijke wijzigingsbepaling in te voeren mag niet uitgesloten worden. »

Uwe Bijzondere Commissie deelt de zienswijze van de Regering inzake het belang dat een specialisatie in het parlementaire werk kan bieden, maar zij is van mening dat dit doel kan worden bereikt door de huishoudelijke reglementen van de Kamers te wijzigen en door hun werkzaamheden beter te coördineren. De Commissie meent dat de tekst van onze Grondwet soepel genoeg is om het gestelde doel te verwezenlijken, zonder dat het nodig is de Grondwet te wijzigen.

2. — Opdracht van bevoegdheden aan afdelingen of vaste commissies.

De Regering stelde voor om een artikel 26bis in te voegen, dat de mogelijkheid opende om wetgevende bevoegd-

législatifs dans des matières non controversées à des sections ou commissions permanentes, étant entendu cependant que chaque Assemblée conserverait un droit absolu d'évection.

Votre Commission n'a pas suivi le Gouvernement dans cette voie. Elle estime qu'aucune autre instance ne peut être habilitée, en dehors de l'Assemblée législative elle-même, à exprimer la volonté souveraine. En revanche, elle estime qu'il appartient au règlement d'ordre intérieur des Assemblées législatives d'édicter des procédures accélérées telles que celles adoptées par la Chambre des Représentants et inscrites dans son règlement pour l'examen, en section permanente, de certains budgets. La majorité de votre Commission estime toutefois que les votes ne peuvent être exprimés qu'en séance plénière.

C. — Procédure parlementaire.

1. — Ouverture des sessions ordinaires.

Depuis longtemps, la nécessité d'avancer la date d'ouverture des sessions du Parlement a été reconnue. Le Gouvernement propose, en conséquence, de réviser sur ce point le premier alinéa de l'article 70 de la Constitution.

Votre Commission a fait siennes les vues du Gouvernement.

2. — Modalités des votes (art. 39 et 41).

Déjà en 1954 et en 1958 le Gouvernement avait proposé de déclarer qu'il y avait lieu à révision de l'article 39, afin de tenir compte des nouveaux procédés techniques par lesquels les membres du Parlement émettent leur vote. La présente déclaration reprend cette proposition, tout en précisant qu'il importe de ne pas modifier la seconde phrase de l'article 39 qui stipule que les élections et présentations de candidats doivent se faire au scrutin secret. La Commission s'est unanimement ralliée à cette proposition.

Le projet gouvernemental propose de modifier également l'article 41 qui dispose qu'un projet de loi ne peut être adopté qu'après avoir été voté article par article. Le Gouvernement estime cette disposition trop stricte. Il pourrait être souhaitable de prévoir dans certaines circonstances qu'un vote global puisse intervenir.

Votre Commission n'a pas suivi la proposition gouvernementale. Elle estime que la règle édictée par l'article 41 constitue une garantie importante, tant pour assurer le droit d'amendement que pour protéger les droits de l'opposition. Elle considère d'ailleurs que le prescrit de l'article 41 ne met pas obstacle à l'adoption de méthodes qui suppriment la lecture ou l'énoncé fastidieux d'articles.

Votre Commission a rejeté la proposition du Gouvernement concernant l'article 41.

3. — Délégations individuelles (art. 39).

Dans son projet de déclaration, le Gouvernement reprend les propositions faites en 1954 et 1958, tendant à prévoir une modification du Titre III, Chapitre 1^{er}, par l'insertion d'une disposition permettant aux membres des deux Chambres de donner, en certains cas, délégation à l'un de leurs collègues aux fins de participer en ses lieu et place aux délibérations de l'Assemblée.

heden in niet betwiste aangelegenheden over te dragen aan vaste afdelingen of commissies, met dien verstande evenwel dat elke Kamer een absoluut evocatiericht zou bewaren.

Uw Commissie heeft de Regering op dit punt niet gevuld. Zij is van mening dat geen andere instantie dan de Wetgevende Vergadering zelf mag worden gemachtigd om de soevereine wil te vertolken. Zij meent daarentegen dat het de rol is van het huishoudelijk reglement van de Wetgevende Vergaderingen om spoedprocedures in te stellen, zoals die welke door de Kamer van Volksvertegenwoordigers zijn aangenomen en in haar Reglement zijn opgenomen voor de besprekking van sommige begrotingen in de vaste afdelingen. De meerderheid van de leden van uw Commissie houdt het er evenwel bij dat de stemmingen alleen in openbare vergadering kunnen worden gehouden.

C. — Parlementaire procedure.

1. — Opening van de gewone zittingen.

De noodzakelijkheid om de datum van de opening der zittingen van het Parlement te vervroegen, is sedert lang erkend. De Regering stelt dan ook voor het eerste lid van artikel 70 van de Grondwet op dit punt te herzien.

Uw Commissie heeft het standpunt van de Regering overgenomen.

2. — Wijze van stemmen (artt. 39 en 41).

Reeds in 1954 en 1958 stelde de Regering voor te verklaren dat er reden was tot herziening van artikel 39 van de Grondwet, ten einde rekening te houden met de nieuwe technische hulpmiddelen waarmee de Parlementsleden stemmen. In deze verklaring wordt dit voorstel overgenomen, met dien verstande echter dat de tweede volzin, waardoor bepaald wordt dat verkiezingen en voordrachten van kandidaten bij geheime stemming geschieden, ongewijzigd blijft. De Commissie stemt eenparig met dit voorstel in.

Het ontwerp van de Regering stelt ook de wijziging voor van artikel 41, dat bepaalt dat een wetsontwerp slechts kan aangenomen worden nadat daarover artikelsgewijs is gestemd. De Regering beschouwde deze bepaling als zijnde te eng. Het kan gewenst zijn te bepalen dat er, in sommige omstandigheden, een globale stemming kan plaatsvinden.

Uw Commissie kon zich niet met het voorstel van de Regering niet verenigen. Zij is de mening toegedaan dat de in artikel 41 gestelde regel een belangrijke waarborg is, zowel voor het recht van amendement als om de rechten van de oppositie te beschermen. Zij meent ten andere dat het in artikel 41 vervatte voorschrift geen hinderpaal is voor het aannemen van een werkwijze waarbij de voorlezing van de artikelen of de langdradige opsomming ervan wordt afgeschaft.

Uw Commissie verwerpt het voorstel van de Regering betreffende artikel 41.

3. — Individuele delegaties van bevoegdheid (art. 39).

In haar ontwerp van verklaring neemt de Regering de in 1954 en 1958 gedane voorstellen over, die ertoe strekken Titel III, Hoofdstuk I te wijzigen door invoeging van een bepaling die de leden van beide Kamers machtigt om, in sommige gevallen, aan één van hun collega's delegatie te verlenen opdat zij in hun plaats kunnen deelnemen aan de beraadslagingen van de Vergadering.

Ces propositions étaient motivées par la participation de ministres ou de parlementaires à des organisations supranationales ou internationales qui les retiennent éloignés des séances du Parlement. Les prestations militaires auxquelles peuvent être tenus certains membres des Chambres législatives avaient également été invoquées.

Votre Commission a longuement débattu de cette proposition. Certains commissaires ont estimé que le mandat d'un membre du Pouvoir législatif était personnel et ne pouvait donc pas faire l'objet de délégation. D'autres membres ont craint d'encourager l'absentéisme.

Les membres partisans de la réforme ont fait valoir que du moment que le Parlement désignait certains de ses membres pour siéger dans des organismes internationaux, il devait leur permettre d'exercer effectivement leurs mandats. Votre Commission a repoussé en sa majorité, la proposition de reviser l'article 39 en ce qui concerne les délégations individuelles, réserve faite de ce qui a été dit au point 2 ci-dessus, relatif aux modalités de vote.

4. — *Propositions de certaines institutions.*

Reprisant les propositions de la Table ronde, le Gouvernement propose que le droit de faire des propositions au pouvoir exécutif ou au pouvoir législatif soit reconnu aux conseils culturels et au Conseil économique et social sous réserve de la détermination par la Constituante des conditions mises à l'exercice de ce droit notamment par la fixation de majorités largement qualifiées.

Le Gouvernement était cependant d'avis qu'une modification de la Constitution n'était pas nécessaire sur ce point et que les dispositions relatives aux conditions dans lesquelles les propositions de ce genre pourraient être faites, devraient être établies par le législateur ordinaire, dans le cadre des lois relatives à l'organisation et au fonctionnement des institutions.

Cette matière a fait l'objet d'un très large débat qui a opposé partisans et adversaires de la reconnaissance d'un droit d'initiative à certains conseils. Il a toutefois été précisé que les propositions de la Table ronde constituaient un compromis entre les deux tendances, le droit de faire des propositions à l'Exécutif ou au Législatif, qui était suggéré, ne devant en aucune manière porter atteinte au prescrit de l'article 27, qui détermine que l'initiative appartient aux trois branches du Pouvoir législatif. Ce que la Table ronde propose, c'est un droit de quasi-initiative, un droit de faire des propositions, soit à l'Exécutif, soit au Législatif. Lorsque la proposition est transmise à l'Exécutif, il appartient à celui-ci d'apprécier, s'il la reprend à son compte pour la présenter au Parlement. Lorsque la proposition est faite directement aux Chambres, il appartiendra à celles-ci, par une réforme adéquate de leur règlement d'ordre intérieur, d'aménager une procédure spéciale de prise en considération au terme de laquelle chaque Chambre se prononcera sur le point de savoir si la proposition qui lui est transmise doit être soumise aux phases ultérieures de la procédure parlementaire. L'essentiel des suggestions consiste à obliger la Chambre saisie à statuer sur la prise en considération des propositions qui lui sont transmises. La Commission et le Gouvernement se sont ralliés à cette interprétation et ont estimé qu'il y avait lieu de prévoir l'insertion, sous un Chapitre IIbis du Titre III, dont le titre serait : « Droit de proposition », d'un article 91bis, permettant à des organismes de droit public, désignés par la loi, tels des conseils culturels, économiques et sociaux, de saisir le Gouvernement ou les Chambres de propositions, moyennant l'observation de conditions fixées par la loi, notamment en ce qui concerne les majorités qualifiées que devraient recueillir

Die voorstellen werden gedaan ingevolge het feit dat ministers of parlementsleden zitting hebben in supranationale of internationale organisaties, zodat zij niet in staat zijn de vergaderingen van het Parlement bij te wonen. Ook de militaire prestaties, waartoe sommige leden van de Wetgevende Kamers kunnen gehouden zijn, werden als argument aangevoerd.

Uw Commissie wisselde over dit voorstel langdurig van gedachten. Sommige leden waren de mening toegedaan dat het mandaat van lid van de Wetgevende Macht persoonlijk is en dus niet aan derden kan opgedragen worden. Andere leden vrezen dat men daardoor het absenteïsme in de hand zou werken.

De voorstanders van deze hervorming doen gelden dat het Parlement, als het sommige van zijn leden aanduidt om in de internationale organen te zetelen, hen meteen in staat moet stellen werkelijk hun mandaten te vervullen. De meerderheid van uw Commissie verwerpt het voorstel tot herziening van artikel 39, wat betreft de individuele delegaties, onder voorbehoud van wat hoger sub 2 is vermeld in verband met de wijze van stemmen.

4. — *Voorstellen van sommige instellingen.*

De Regering neemt de suggesties van de Ronde-tafelcommissie over en stelt voor dat het recht om voorstellen te doen aan de Regering of aan de wetgever wordt toegekend aan de cultuurraden en aan de economische en sociale Raad onder voorbehoud van de vaststelling door de « Constituante » van de voorwaarden onder welke dit recht kan worden uitgeoefend, o.m. door het bepalen van ruime gekwalificeerde meerderheden.

De Regering was echter van mening dat een wijziging van de Grondwet op dit punt niet noodzakelijk is en dat de bepalingen betreffende de voorwaarden waaronder dergelijke voorstellen kunnen worden gedaan, door de gewone wetgever moeten worden vastgesteld ter gelegenheid van de stemmingen over de wetten betreffende de organisatie en de werking van die instellingen.

Dit punt gaf aanleiding tot een zeer ruime besprekking tussen voor- en tegenstanders van de toekenning van het initiatiefrecht aan bepaalde raden. Er werd evenwel gepreciseerd dat de voorstellen van de Ronde-tafelcommissie een vergelijk zijn tussen de twee strekkingen en dat bedoeld recht om voorstellen te doen aan de Regering of aan de Wetgever, geenszins afbreuk doet aan het bepaalde in artikel 27, luidens hetwelk het initiatiefrecht aan de drie takken van de Wetgevende Macht behoort. De Ronde-tafelcommissie stelt dus een quasi-initiatiefrecht voor, d.i. een recht om voorstellen te doen aan de Uitvoerende of aan de Wetgevende macht. Is het voorstel eenmaal overgemaakt aan de Regering, dan beslist die of zij het overneemt om het aan het Parlement voor te leggen. Wordt het voorstel rechtstreeks aan de Kamers gedaan, dan zullen deze, door een passende wijziging in hun huishoudelijk reglement, een speciale procedure tot inoverwegingneming dienen in te voeren, waarbij iedere Kamer zich zal moeten uitspreken over de vraag of het voorstel de verdere parlementaire procedure dient te volgen. Die voorstellen komen dus voornamelijk hierop neer, dat de Kamer waarbij een voorstel is ingediend, moet beslissen over de inoverwegingneming ervan. De Commissie en de Regering sloten zich bij die interpretatie aan en hebben geoordeeld dat er reden is om onder een Hoofdstuk IIbis van Titel III, luidende « Recht om voorstellen te doen », een artikel 91bis in te voegen, waardoor aan de door de wet aangewezen publiekrechtelijke instellingen, zoals de cultuurraden en de economische en sociale raad, de mogelijkheid wordt geboden om aan de Regering of aan de Kamers voorstellen te doen, mits de door de wet gestelde voorwaarden worden nageleefd, inzonderheid wat de gekwalificeerde meerderheden betreft die zich

ces propositions au sein desdits organismes. (Amendement présenté par M. Moyersoen).

D. — Situation juridique des membres des Chambres.

1. — Incompatibilités.

Dans son projet de déclaration, le Gouvernement proposait de réviser l'article 36 comme l'avaient déjà fait les propositions de révision de 1954 et de 1958, sur initiative du Sénat.

L'article 36 dispose que le membre de l'une ou de l'autre des deux Chambres, nommé par le Gouvernement à toute autre fonction salariée que celle de Ministre et qui l'accepte, cesse immédiatement de siéger et ne reprend ses fonctions qu'en vertu d'une nouvelle élection.

Il semble que la situation des parlementaires, officiers de réserve, soit à l'origine de la suggestion faite par le Sénat.

Votre Commission estime que cette justification manque de fondement, la promotion dans les cadres de réserve ne pouvant constituer une nomination à une fonction salariée.

Faute de justification plus précise, la Commission a estimé devoir rejeter le projet de réviser l'article 36.

2. — Indemnités.

Le Gouvernement propose la modification des articles 52 et 57 en vue de permettre d'assouplir les dispositions constitutionnelles concernant l'indemnité parlementaire, d'en déterminer la nature exacte, de substituer les montants actuels aux montants périmés inscrits dans le texte et de prévoir l'adaptation des montants par une loi, votée à une majorité qualifiée.

Votre Commission a adopté ces propositions.

II. — Harmonisation des rapports entre les communautés linguistiques.

Dans cette matière le Gouvernement reprend expressément les propositions contenues dans les conclusions des travaux de la Commission tripartite pour la réforme des Institutions, telles qu'elles ont été adoptées par les délégations du P. S. C. et du P. S. B.

Certaines des mesures préconisées sont de la compétence du législateur ordinaire.

Les mesures qui impliquent une révision de la Constitution — outre celles concernant la décentralisation et la déconcentration dont nous traitons plus loin — concernent :

- 1°) les régions linguistiques et l'emploi des langues;
- 2°) le système dit de la motion d'exception.

Ces deux questions forment dans l'esprit de la Table ronde, du Gouvernement et également de votre Commission un tout indissoluble.

1. — Les régions linguistiques et l'emploi des langues.

L'article 3bis devrait contenir l'énumération des régions linguistiques; la détermination des langues officielles de

in bedoelde instellingen voor die voorstellen zouden moeten uitspreken. (Amendement voorgesteld door de heer Moyersoen).

D. — Rechtstoestand van de leden der Kamers.

1. — Onverenigbaarheden.

In haar ontwerp van verklaring stelt de Regering voor artikel 36 ter herzien, zoals reeds het geval was met de voorstellen tot herziening in 1954 en in 1958, op initiatief van de Senaat.

Artikel 36 bepaalt dat het lid van een van beide Kamers, dat door de Regering wordt benoemd tot een ander bezoldigd ambt dan dat van Minister, en dat de benoeming aanneemt, onmiddellijk ophoudt zitting te hebben en dat het eerst weder zijn waardigheid aanvaardt na opnieuw te zijn gekozen.

Waarschijnlijk steunt het voorstel van de Senaat op de toestand van de parlementsleden die reserveofficier zijn.

Uw Commissie is van mening dat die verantwoording niet opgaat, aangezien een bevordering in de reservekaders niet kan worden beschouwd als een benoeming tot een bezoldigde functie.

Bij gebrek aan een nauwkeuriger verantwoording meende de Commissie het voorstel tot herziening van artikel 36 te moeten verwerpen.

2. — Vergoedingen.

De Regering stelt voor de artikelen 52 en 57 te wijzigen om de grondwettelijke bepalingen betreffende de parlementaire vergoeding te kunnen versoepelen, om de juiste aard ervan te bepalen, om de verouderde bedragen die voorkomen in de tekst, te vervangen door de huidige en om in de aanpassing van die bedragen te kunnen voorzien door een bij een gekwalificeerde meerderheid goedgekeurde wet.

Uw Commissie nam die voorstellen aan.

II. — Harmonisering van de betrekkingen tussen de taalgemeenschappen.

Op dit gebied neemt de Regering uitdrukkelijk de voorstellen over die vervat zijn in de besluiten van de werkzaamheden van de Dripartijencommissie voor de herverdeling van de instellingen, zoals die door de afgevaardigden van de C. V. P. en de B. S. P. zijn goedgekeurd.

Sommige van de voorgestelde maatregelen behoren tot de bevoegdheid van de gewone wetgever.

De maatregelen die een herziening van de Grondwet vereisen — benevens die met betrekking tot de decentralisatie en de deconcentratie, waar verder over gehandeld wordt — betreffen :

- 1°) de taalgebieden en het gebruik der talen;
- 2°) het zogenaamde systeem van de uitzonderingsmotive.

Deze beide vraagstukken worden door de Ronde-tafel, door de Regering en ook door uw Commissie als één geheel beschouwd.

1. — Taalgebieden en gebruik der talen.

Artikel 3bis zou de opsomming moeten inhouden van de taalgebieden; de vaststelling van de officiële talen van elk

chacune de ces régions; la reconnaissance de l'autonomie culturelle accordée aux régions de langue française et de langue néerlandaise; l'attribution au législateur du pouvoir de fixer les limites des régions, de régler l'emploi des langues en matière administrative, judiciaire, militaire et scolaire, et pour les rapports des entreprises privées avec leur personnel et avec les administrations publiques; de déterminer les régimes spéciaux applicables à certaines communes ou institutions, sans compromettre le régime linguistique régional et enfin de préciser le contenu de l'autonomie culturelle de chacune des régions.

Dans ces matières essentielles et fondamentales pour les régions, l'article 3bis disposerait que le vote des lois qui les concernent ne serait pas acquis si nonobstant la majorité simple recueillie, le vote faisait apparaître l'opposition de la majorité des membres inscrits dans l'un des deux groupes linguistiques.

L'exposé des motifs justifie la révision de l'article 23 par la nécessité de mettre ses dispositions en concordance avec celles qu'énoncerait le nouvel article 3bis.

Un commissaire fait observer que les principes dégagés à propos des rapports entre Flamands et Wallons, n'étaient pas applicables de la même manière dans les cantons de l'Est où le vœu des populations tend, suivant les endroits, à une évolution progressive vers le bilinguisme franco-allemard ou germano-français.

Un autre commissaire a demandé comment le dialogue souhaité notamment en ce qui concerne le statut des Fouron, pourrait se nouer eu égard aux dispositions proposées à l'article 3bis. Le Ministre a répondu que la loi pourrait toujours intervenir.

Enfin, un autre commissaire a prétendu que le nouvel article ne consacre pas la reconnaissance de l'autonomie culturelle des régions; que les conseils qui sont prévus ne disposeront pas d'une réelle autonomie; qu'un droit d'initiative véritable en matière législative leur est refusé; que ce sera finalement le Parlement qui décidera à majorité spéciale, ce qui met les initiatives d'une communauté à la merci de l'autre. Il a été répondu à l'intervenant que dans l'esprit des travaux de la Table ronde l'autonomie culturelle ne se limite pas à ce seul droit de proposition des conseils culturels; que ceux-ci disposent d'autres compétences, non pas seulement consultatives. Une dotation spéciale pour l'exécution d'un programme complémentaire d'initiatives culturelles pourra, en effet, leur être attribuée.

2. — *Le système dit de la motion d'exception.*

L'objet de cette proposition est d'assurer l'harmonisation des rapports entre les deux grandes communautés linguistiques en donnant des garanties pour remédier aux craintes de minorisation éprouvées par l'une d'elles.

Le système proposé consiste dans l'insertion au titre III, chapitre 1^{er}, d'un article 38bis « réglant la procédure spéciale à observer à l'égard de projets ou propositions de loi qui pourraient porter gravement atteinte aux relations entre les communautés linguistiques ». Cette procédure spéciale devrait consister, suivant les conclusions des travaux des deux partis de la majorité, en la possibilité donnée aux trois quarts des élus d'une des deux communautés de déposer une motion d'exception motivée tendant à déclarer un projet de loi (à l'exclusion des budgets) ou une proposition de loi comme étant de nature à porter gravement at-

gebied; de erkenning van de culturele autonomie die aan het Nederlandse en het Franse taalgebied wordt verleend; de toekenning aan de wetgever van de bevoegdheid om de grenzen van de gebieden vast te stellen, om het taalgebruik te regelen in bestuurs- en rechtszaken en met betrekking tot de strijdkrachten en het onderwijs, alsmede voor de betrekkingen van de privé-ondernemingen met hun personeel en met de openbare besturen, om de bijzondere stelsels te bepalen die op zekere gemeenten of instellingen van toepassing zijn, zonder het gewestelijk taalstelsel in het gedrang te brengen, en om de betekenis van de culturele autonomie van elk der gebieden nader te bepalen.

In die aangelegenheden, welke voor de gebieden van essentieel en fundamenteel belang zijn, zou artikel 3bis stellen dat de wetten welke op die streken betrekking hebben niet de goedkeuring wegdragen, indien — in weervil van de gewone meerderheid welke is verkregen — uit de stemming blijkt dat de meerderheid van de bij een der beide taalgroepen ingeschreven leden zich ertegen verzet.

In de Memorie van Toelichting wordt de herziening van artikel 23 verantwoord door de noodzakelijkheid om die bepalingen in overeenstemming te brengen met die welke in het nieuwe artikel 3bis zijn vervat.

Een lid verklaart dat de beginselen waartoe inzake de betrekkingen tussen Vlamingen en Walen is besloten, niet op dezelfde wijze toepasselijk zijn in de Oostkantons, waar de bevolking al naar de plaats geleidelijk de weg opgaat naar een Frans-Duitse of naar een Duits-Franse tweetaligheid.

Een ander lid vraagt hoe het gewenste gesprek — met name over het statuut van de Voerstreek — kan worden aangeknoopt, gelet op de in artikel 3bis voorgestelde bepalingen. De Minister antwoordt dat de wet steeds in een regeling kan voorzien.

Ten slotte beweert een ander lid dat het nieuwe artikel geen bekraftiging inhoudt van de erkenning van de culturele autonomie der taalgebieden; dat de in uitzicht gestelde raden over geen werkelijke autonomie zullen beschikken; dat daaraan een werkelijk recht van initiatief op wetgevend gebied wordt geweigerd; dat uiteindelijk het Parlement met een speciale meerderheid zal beslissen, hetgeen de initiatieven van de ene gemeenschap overlevert aan de genade van de andere. Geantwoord wordt dat volgens de werkzaamheden van de Ronde-tafel de culturele autonomie niet beperkt blijft tot dit recht van voorstel der cultuurraden alleen; dat deze ook andere bevoegdheden bezitten, die niet slechts van raadgevende aard zijn. Er zou hun immers een speciale dotatie voor de tenuitvoerlegging van een aanvullend programma voor culturele initiatieven kunnen worden toegekend.

2. — *Het zogenaamde systeem van de uitzonderingsmotie.*

Dit voorstel beoogt een harmonisering van de betrekkingen tussen de twee grote taalgemeenschappen, door waarborgen te verstrekken om de bij een van hen bestaande vrees voor minorisatie te ondervangen.

De voorgestelde regeling bestaat hierin dat in Titel III, Hoofdstuk I, een artikel 38bis wordt ingevoegd « houdende regeling van de bijzondere procedure welke moet worden in acht genomen voor wetsontwerpen of -voorstellen die de betrekkingen tussen de taalgemeenschappen ernstig in het gedrang zouden kunnen brengen ». Die speciale procedure zou het, volgens de besluiten van de werkzaamheden van de twee meerderheidspartijen, aan drievierde van de verkozenen van een van beide taalgemeenschappen mogelijk moeten maken om een met redenen omklede uitzonderingsmotie in te dienen, waarin verklaard wordt dat een wets-

teinte aux relations entre les deux communautés nationales et comme justifiant, de ce fait, une procédure spéciale.

Pareille motion d'exception devrait être déposée après la clôture des travaux en Commission et avant que n'intervienne, en séance publique, le vote final. Après dépôt de pareille motion d'exception, il devrait être procédé à une seconde lecture du projet ou de la proposition de loi en discussion si le vote fait apparaître l'opposition des deux tiers au moins des élus d'une des deux communautés. Si, à la deuxième lecture, la même opposition se manifeste, le vote n'est pas acquis et le projet est envoyé au Gouvernement.

Les deux délégations P. S. C. et P. S. B. avaient fait accompagner leur proposition du commentaire suivant :

« Il appartiendra à la Constituante de préciser toutes les modalités juridiques de la procédure prévue à l'article 38bis.

« Toutefois, il est précisé que lorsqu'il est recouru à cette procédure :

a) le vote n'est pas acquis;
b) le projet est envoyé au Gouvernement et remis par lui en délibéré;

c) lorsque le Gouvernement prend l'initiative de soumettre à nouveau ce projet au Parlement, la procédure spéciale est appliquée si une nouvelle motion d'exception de même nature, de même représentativité et présentée dans les mêmes délais est introduite;

d) dans le cas où la procédure spéciale est appliquée, le règlement de l'Assemblée devra prévoir un délai et une annonce de vote excluant tout vote par surprise;

e) i) les « $\frac{3}{4}$ au moins des membres d'une des deux communautés » signifie les « $\frac{3}{4}$ des membres inscrits dans un groupe linguistique »;

ii) les « $\frac{2}{3}$ au moins des membres d'une des deux communautés » signifie les « $\frac{2}{3}$ des membres inscrits dans un groupe linguistique ».

« Le recours à la procédure spéciale ne peut être détourné de son objet qui est la recherche d'une meilleure harmonisation des rapports communautaires. Son instauration ne peut avoir pour conséquence de permettre à l'une des deux communautés d'empêcher l'expansion de l'autre. Le Gouvernement devra tirer les conclusions politiques d'une éventuelle répétition de cette procédure sur le même projet. »

Les rapporteurs de votre Commission croient nécessaire de corriger avant tout une erreur contenue dans l'exposé des motifs, au premier alinéa de la page 10, où il est dit que la motion d'exception, dont il vient d'être question, pourrait être déposée entre la fin des débats et le vote final en séance publique.

Deux mots ont manifestement été omis lors de la rédaction de cette phrase. En réalité, la motion pourra être déposée entre la fin des débats en commission et le vote final en séance publique.

L'ensemble des dispositions concernant l'harmonisation entre Flamands et Wallons a fait l'objet de déclarations de la part de plusieurs membres. Certains ont tenu dès l'abord à souligner que le mécanisme de protection, institué par le projet d'article 38bis, ne peut être dissocié des propositions de révision concernant un nouvel article 3bis et de celles concernant les modifications de l'ar-

ontwerp (met uitsluiting van de begrotingen) of een wetsvoorstel van die aard is dat het de betrekkingen tussen de twee nationale gemeenschappen ernstig in het gedrang kan brengen en dat de aanwending van een bijzondere procedure derhalve verantwoord is.

Een dergelijke uitzonderingsmotie zou moeten worden ingediend na het beëindigen van de commissiewerkzaamheden en vóór de eindstemming in openbare vergadering. De indiening van een dergelijke uitzonderingsmotie zou een tweede lezing van het behandelde wetsontwerp of -voorstel noodzakelijk maken, indien uit de stemming blijkt dat ten minste tweederde van de verkozenen van een van beide gemeenschappen ertegen gekant zijn. Indien eenzelfde verzet blijkt bij de tweede lezing, is de tekst niet aangenomen en wordt de tekst verwezen naar de Regering.

De afvaardigingen van de C. V. P. en de B. S. P. hadden aan hun voorstel de volgende commentaar toegevoegd :

« De Constituante dient alle juridische modaliteiten van de procedure voorzien in artikel 38bis, nader te bepalen.

« Nu echter wordt reeds gepreciseerd dat, zo van deze procedure gebruik gemaakt wordt :

a) de stemming niet verworven is;

b) het ontwerp naar de Regering wordt verwezen, die er opnieuw over beraadslaagt;

c) legt de Regering het ontwerp opnieuw voor aan het Parlement, de speciale procedure van toepassing is, zo een nieuwe « uitzonderingsmotie », van dezelfde aard en met eenzelfde representatief karakter, wordt ingediend binnen dezelfde termijnen;

d) het reglement van de assemblée zal, voor het geval deze speciale procedure van toepassing is, een termijn en een aankondiging van de stemming voorzien, die elk verrassingsvotum onmogelijk maken;

e) i) « minstens $\frac{3}{4}$ van de leden van een van beide gemeenschappen » betekent : « $\frac{3}{4}$ van de bij een taalgroep ingeschreven leden »;

ii) « minstens $\frac{2}{3}$ van de leden van een van beide gemeenschappen » betekent : « $\frac{2}{3}$ van de bij een taalgroep ingeschreven leden ».

« Het beroep op de speciale procedure mag niet afgewend worden van zijn doel, met name het bevorderen van een betere harmonisatie der communautaire betrekkingen. Deze procedure mag niet tot gevolg hebben dat een van beide Gemeenschappen de expansie van de andere zou hinderen. De Regering zal de nodige politieke conclusies trekken uit de gebeurlijke herhaling van deze procedure i.v.m. eenzelfde ontwerp. »

De verslaggevers van uw Commissie achten het voorerst nodig een vergissing recht te zetten, die in de Memorie van Toelichting is geslopen, waar in het eerste lid op blz. 10 wordt gezegd dat de uitzonderingsmotie waarvan zoeven sprake, « zou kunnen ingediend worden tussen het einde van de debatten en de eindstemming in openbare zitting ».

Klaarblijkelijk werden bij de redactie van die zin drie woorden vergeten. In werkelijkheid zal de motie kunnen worden neergelegd tussen het einde van de debatten in de commissie en de eindstemming in openbare vergadering.

Over de gezamenlijke bepalingen betreffende het harmoniëren van de betrekkingen tussen Vlamingen en Walen legden verscheidene leden verklaringen af. Sommige leden betoogden dadelijk dat de door het ontworpen artikel 38bis ingevoerde beschermingsregeling niet beoordeeld kan worden zonder rekening te houden met de herzieningsvoorstellen in verband met een nieuw artikel 3bis en de wijziging

ticle 23. Les articles 3bis, 38bis et 23 constituent dans les travaux de la Table ronde un tout. Si l'exposé des motifs du projet gouvernemental commente séparément le mécanisme de protection institué par l'article 38bis, c'est en raison du plan *ratione materiae*, adopté pour le libellé de l'exposé des motifs. Mais, le mécanisme de protection proposé pour rétablir l'harmonie des relations communautaires comporte, en ordre principal, les garanties prévues par l'article 3bis.

Un membre estime que le siège de la matière serait dans l'article 23 et qu'il n'y a dès lors pas lieu de prévoir un article 3bis. Il estime en outre que la procédure spéciale prévue à l'article 38bis, devrait être définie d'une manière plus précise. La notion d'atteinte grave aux relations entre les deux communautés est trop large. Il faudrait que la procédure spéciale ne puisse être invoquée qu'à l'égard de projets ou de propositions qui compromettraient gravement et de manière discriminatoire les intérêts d'une région.

Il lui est répondu que les mesures préconisées forment un ensemble.

Un autre membre estime que, loin de contribuer à harmoniser les rapports entre les deux communautés, les propositions risquent de rendre cette harmonisation encore plus problématique. En effet, au lieu de conférer aux communautés linguistiques l'autonomie à laquelle elles aspirent, le système préconisé aboutira à une immixtion organisée d'une communauté dans les intérêts spécifiques de l'autre.

Un membre indique que, selon lui, la solution la meilleure sinon la seule en vue d'harmoniser les rapports entre les communautés nationales, est et reste : doter l'Etat d'une structure de type fédéral.

Cependant, dit-il, la force politique nécessaire pour pareille modification n'existe pas à l'heure actuelle.

Dès lors, il se rallie à la formule proposée qu'il considère comme transitoire.

Cette formule reconnaît légalement pour la première fois, l'existence des communautés qui composent le pays et, tirant de cette constatation des conclusions partielles, elle instaure en faveur desdites communautés des procédures de protection qui, pour être négatives, n'en sont pas moins réelles et indispensables.

Il faudra cependant rechercher en dehors de ces procédures, des formules positives dotant chaque communauté de pouvoirs et de moyens limités mais concrets dans les matières où leurs intérêts sont spécialement en cause.

Un membre fait, au nom de son groupe, la déclaration suivante :

« Notre parti n'a pas participé à la phase finale des travaux de la Table ronde; néanmoins, il a décidé d'apporter une collaboration constructive à l'œuvre de révision constitutionnelle. Nous sommes en principe disposés à émettre un vote affirmatif sur les articles proposés par le projet comme susceptibles d'être soumis à révision.

« Nous faisons toutefois exception pour l'article 23 et l'article 3bis qui en est le corollaire suivant le projet qui nous est soumis.

« Nous avons été d'accord pour accepter la révision de l'article 23 si la proposition de modification avait envisagé de maintenir le texte actuel en le complétant par l'adjonction des affaires administratives, militaires et scolaires.

» Mais ainsi que notre Parti l'a affirmé, il ne nous est pas possible d'accepter, à l'article 23, un texte dans lequel il sera inscrit que l'emploi des langues est réglé par la loi dans les conditions prévues par l'article 3bis.

van artikel 23. In de werkzaamheden van de Ronde-tafelcommissie vormen de artikelen 3bis, 38bis en 23 een geheel. De reden waarom de Memorie van Toelichting van het regeringsontwerp afzonderlijk de in artikel 38bis vervatte beschermingsmaatregelen bespreekt, houdt verband met het schema *ratione materiae* dat in de tekst van de Memorie van Toelichting wordt gevuld. Evenwel is de beschermingsregeling die wordt voorgesteld om de harmonische betrekkingen tussen de gemeenschappen te herstellen, hoofdzakelijk gesteund op de in artikel 3bis bepaalde waarborgen.

Een lid meent dat de kern van de zaak in artikel 23 ligt en dat er derhalve geen reden is om te voorzien in een artikel 3bis. Voorts meent hij dat de speciale procedure, waarin bij artikel 38bis wordt voorzien, nauwkeuriger zou dienen te worden omschreven. De uitdrukking : « die de betrekkingen tussen de taalgemeenschappen ernstig in het gedrang zouden kunnen brengen » is te ruim. De speciale procedure zou slechts mogen worden aangewend voor ontwerpen en voorstellen die op ernstige en discriminatoire wijze de belangen van de streek aantasten.

Hem wordt geantwoord dat de voorgenomen maatregelen een geheel vormen.

Een ander lid meent dat die voorstellen geenszins zullen bijdragen tot het harmoniseren van de betrekkingen tussen de gemeenschappen, doch wel het risico inhouden dat de harmonisatie nog problematischer wordt. Het voorgestelde systeem zal immers, in de plaats van aan de taalgemeenschappen de door haar nagestreefde autonomie toe te kennen, een georganiseerde inmenging van de ene gemeenschap in de specifieke belangen van de andere tot gevolg hebben.

Een lid verklaart dat de beste, zoniet de enige oplossing om de betrekkingen tussen de nationale gemeenschappen te harmoniseren, zijns inziens is en blijft : de Staat een structuur van het federale type schenken.

Maar, aldus het lid, thans is de onontbeerlijke politieke macht voor een dergelijke verandering nog niet aanwezig.

Hij treedt dan ook de voorgestelde formule bij, welke hij als een overgangsmaatregel beschouwt.

Daarbij wordt voor de eerste maal het bestaan van de gemeenschappen, waaruit het land bestaat, wettelijk erkend. Op grond van deze constatering worden van de formule dan gedeeltelijke conclusies afgeleid, waardoor zij, ten gunste van de genoemde gemeenschappen, beschermingsmaatregelen invoert die, hoewel van negatieve aard, niettemin reëel en onontbeerlijk zijn.

Buiten die procedures zal men echter positieve formules moeten zoeken om aan elke gemeenschap beperkte, maar concrete machten en middelen te geven op gebieden waar hun belangen speciaal mee gemoeid zijn.

In naam van zijn fractie legt een lid de volgende verklaring af :

« Onze partij heeft niet deelgenomen aan de eindfase van de werkzaamheden van de Ronde-tafelconferentie; zij heeft nochtans besloten een constructieve medewerking te verlenen aan het werk van de grondwetsherziening. Wij zijn in principe bereid ja te stemmen over de artikelen die door het ontwerp worden voorgesteld voor herziening.

» Nochtans maken wij een uitzondering voor artikel 23 en artikel 3bis, dat er een uitvloeisel van is volgens het ontwerp dat ons wordt voorgelegd.

» Wij zouden met de herziening van artikel 23 hebben ingestemd, indien er in het voorstel tot wijziging overwogen was de huidige tekst te behouden en die aan te vullen door er de bestuurs- en onderwijszaken alsmede de militaire aangelegenheden aan toe te voegen.

» Maar zoals reeds door onze Partij is betoogd, is het ons onmogelijk artikel 23 aan te nemen, als daarin wordt bepaald dat het gebruik van de talen bij de wet onder de door artikel 3bis voorgeschreven voorwaarden wordt gerekend.

» Dans le texte de l'article 3bis, nous étions disposés à accepter les alinéas 1, 2, 3, 5 et 6, mais il nous est impossible, ainsi que l'a déclaré le président de notre parti, M. Vanaudenhove, d'admettre que dans un alinéa 4 on institutionalise les lois linguistiques et on donne une couverture constitutionnelle à certaines dispositions de la loi sur l'emploi des langues en matière administrative, qui a été prise en violation du prescrit constitutionnel.

» Nous ne pouvons admettre, non plus, que les matières envisagées dans cet article soient soumises à un système de garanties autre que celles qui sont prévues à l'article 38bis.

» Pour une question de principe, il est impossible aux membres P. L. P. de la Commission d'émettre un vote affirmatif sur les articles 3bis et 23. »

Un autre membre pose la question de savoir s'il ne faut pas modifier l'article 32 de la Constitution, compte tenu de ce que les révisions proposées introduisent dans notre charte fondamentale la notion de représentants de communautés linguistiques. Or, l'article 32 dispose que les membres du Parlement représentent la Nation et non uniquement la province ou la subdivision de province qui les a nommés.

Il lui est répondu que l'article 32 demeure une disposition fondamentale qui n'empêche aucunement les élus de la Nation d'apprécier les intérêts communautaires en fonction des intérêts de la Nation toute entière.

III. — Le Gouvernement.

Le projet gouvernemental proposait d'insérer un article 65bis ayant pour objet de régler, d'une manière plus explicite, le statut des diverses catégories de ministres en vue notamment d'exclure à l'avenir toutes contestations sur la constitutionnalité des secrétaires ou sous-secrétaires d'Etat, fondées sur une interprétation trop étroite des textes actuels. La Commission partage néanmoins l'avis exprimé à l'exposé des motifs que l'institution d'une certaine hiérarchie parmi les ministres ne postule pas une révision de notre loi fondamentale.

Elle estime, en outre, devoir envisager la possibilité de prévoir l'existence de secrétaires et sous-secrétaires d'Etat, afin de laisser le champ le plus libre possible à la Constituante, compte tenu notamment des distinctions qui existent à cet égard, dans plusieurs pays étrangers.

La Commission décide de modifier le n° 21 du projet en proposant l'insertion à la section II du chapitre II du titre III de la Constitution d'une ou de plusieurs dispositions nouvelles ayant pour objet le statut des Ministres, secrétaires et sous-secrétaires d'Etat et les articles 36, 43, 56bis, 63, 64, 65, 73, 79, 82, 86, 87, 88, 89, 90, 91 et 134 uniquement en vue d'assurer une coordination des textes avec l'institution éventuelle des fonctions de secrétaires et sous-secrétaires d'Etat.

IV. — Les juridictions judiciaires et administratives et le Conseil d'Etat.

1. — Compétence des juridictions.

Le Gouvernement proposait de soumettre à révision les articles 92 et 93 de la Constitution qui définissent la compétence des tribunaux à l'égard des contestations ayant pour objet des droits civils ou des droits politiques. Estimant que ces deux articles avaient soulevé de nombreuses difficultés, le projet gouvernemental proposait leur révision afin de permettre de nouvelles définitions.

» Wij waren bereid om in de tekst van artikel 3bis het 1^e, het 2^e, het 3^e het 5^e en het 6^e lid aan te nemen, maar het is ons onmogelijk — zoals de voorzitter van onze Partij, de heer Vanaudenhove, heeft verklaard — te aanvaarden dat in het 4^e lid de taalwetten geïnstitutionaliseerd worden en dat sommige bepalingen van de wet op het gebruik van de talen in bestuurszaken, die met schending van de Grondwet tot stand is gekomen, door de Grondwet worden gedekt.

» Wij kunnen ook niet aanvaarden dat de in dit artikel behandelde materies worden onderworpen aan een ander stelsel van waarborgen dan in artikel 38bis wordt bepaald.

» Om principiële redenen is het de Commissieleden van de P. V. V. onmogelijk voor de artikelen 3bis en 23 te stemmen. »

Een ander lid vraagt of artikel 32 van de Grondwet niet moet worden herzien, aangezien de voorgestelde herzieningen het begrip vertegenwoordigers van de taalgemeenschappen in onze Grondwet invoeren. Artikel 32 nu bepaalt dat de Parlementsleden de Natie vertegenwoordigen en niet slechts de provincie of het onderdeel van een provincie waardoor zij zijn gekozen.

Hem wordt geantwoord dat artikel 32 een fundamentele bepaling blijft, welke de gekozenen van de Natie niet belet de belangen van de gemeenschappen te beoordelen in het licht van de hele Natie.

III. — De Regering.

In het regeringsontwerp werd voorgesteld een artikel 65bis in te voegen ten einde het statuut van de verschillende categorieën van Ministers uitdrukkelijker te regelen; daarmee werd vooral beoogd te vermijden dat in de toekomst over de grondwettelijkheid van de staatssecretarissen en onderstaatssecretarissen betwistingen rijzen op grond van een te enge interpretatie van de thans geldende teksten. De Commissie deelt niettemin de mening die in de Memorie van Toelichting is opgenomen: voor het instellen van een bepaalde hiërarchie onder de ministers is geen herziening van de Grondwet nodig.

Zij meent verder de mogelijkheid onder ogen te moeten zien dat voorzien wordt in het bestaan van staatssecretarissen en onderstaatssecretarissen ten einde de grondwettelijke Vergadering de grootst mogelijke vrijheid te geven, met name in verband met de verschillen die in dezen in verschillende andere landen bestaan.

De Commissie stelt voor om, n° 21 van het ontwerp te wijzigen, door in Afdeling II van Hoofdstuk II van Titel III van de Grondwet een of meer nieuwe bepalingen in te voegen betreffende het statuut van de ministers, staatssecretarissen en onderstaatssecretarissen en de artikelen 36, 43, 56bis, 63, 64, 65, 73, 79, 82, 86, 87, 88, 89, 90, 91 en 134, uitsluitend met het doel om die artikelen in overeenstemming te brengen met de eventuele instelling van de functies van staatssecretaris en onderstaatssecretaris.

IV. — De justitiële en administratieve rechtscolleges en de Raad van State.

1. — Bevoegdheid van de rechtscolleges.

De Regering stelde de herziening voor van de artikelen 92 en 93 van de Grondwet, die de bevoegdheid van de rechtkassen bepalen met betrekking tot geschillen over burgerlijke of staatsburgerlijke rechten. Aangezien die twee artikelen aanleiding hadden gegeven tot talrijke moeilijkheden, werd in het Regeringsontwerp voorgesteld ze te herzien, ten einde nieuwe definities te kunnen geven.

Certains membres, cependant, se sont fait l'écho de l'émotion suscitée dans les milieux judiciaires par ce passage de l'exposé des motifs. Ces milieux estiment que si la définition des droits politiques peut, à la rigueur, être remise en discussion, il importe de laisser inchangé l'article 92 qui contient le principe de la compétence exclusive des tribunaux de l'ordre judiciaire pour les contestations ayant pour objet des droits civils. De nombreux commissaires ont estimé que la révision de l'article 92 pourrait remettre dangereusement en question la compétence traditionnelle des cours et tribunaux.

Un membre a toutefois fait observer qu'il n'était pas exact que la notion de droit civil fut aussi précise que d'aucuns le prétendent. Il a rappelé les controverses jurisprudentielles sur la notion du droit civil. Il doit être entendu, a-t-il précisé, que le caractère de droit civil, lorsqu'il est déterminé expressément par la loi, ne peut être discuté par le Pouvoir judiciaire. Ce membre s'est toutefois rallié à l'avis selon lequel il suffirait de modifier l'article 93. La Commission repousse, en conséquence, la proposition de modifier l'article 92 et accepte la révision de l'article 93.

2. — *Publicité des audiences et des jugements.*

La Commission souscrit à la proposition de soumettre à révision les articles 96 et 97 qui règlent la publicité des audiences des tribunaux et le prononcé des jugements en audience publique. Ces réformes se justifient par l'évolution de la législation. Les lois sur la probation, sur la défense sociale, sur la protection de la jeunesse montrent que dans ces matières la publicité, au lieu de constituer une garantie pour les justiciables, apparaît, au contraire, comme un obstacle à leur reclassement.

3. — *Cours d'appel.*

A la suite des propositions faites par la Commission tripartite pour la réforme des Institutions à porter à cinq le nombre de nos cours d'appel, le Gouvernement propose de permettre la modification de l'article 104 de la Constitution. La Commission a décidé de suivre la proposition du Gouvernement. D'autres ont fait des réserves au sujet de cette augmentation.

Certains membres ont toutefois rappelé que l'augmentation du nombre des cours d'appel correspond à un voeu formel de la Commission tripartite.

4. — *Cours d'assises.*

Le Gouvernement, dans l'exposé des motifs de son projet de déclaration, rappelle que l'utilité des cours d'assises a été parfois mise en doute, du moins en certaines matières. Il propose, dès lors, d'inscrire l'article 98 parmi les matières à réviser, afin de permettre que le problème du jury fasse l'objet d'un nouvel examen d'ensemble à la lumière de l'expérience. Votre Commission s'est ralliée à cette proposition.

5. — *Juridictions à compétence spécialisée.*

Le Gouvernement proposait de soumettre à révision éventuelle le second alinéa de l'article 105, compte tenu des modifications envisagées en ce qui concerne les articles 92 et 93.

Sommige leden maken nochtans gewag van de beroering die deze passus uit de Memorie van Toelichting in gerechtelijke kringen heeft verwekt. Al kan volgens deze kringen de discussie over de bepaling van de staatsburgerlijke rechten desnoods opnieuw geopend worden, in ieder geval dient artikel 92 — dat het beginsel inhoudt, dat alle geschillen over burgerlijke rechten uitsluitend tot de bevoegdheid van de burgerlijke rechtbanken behoren — ongewijzigd te blijven. Talrijke leden ordelen dat de herziening van artikel 92 op gevaarlijke wijze de traditionele bevoegdheid van de hoven en rechtbanken in het gedrang zou kunnen brengen.

Een lid merkt evenwel op dat het niet waar is dat het begrip burgerlijk recht zo nauwkeurig is als sommigen beweren. Hij herinnert aan de jurisprudentiële controverse over het begrip burgerlijk recht. Het spreekt vanzelf, zo verklaart hij nader, dat de aard van het burgerlijk recht, als die eenmaal uitdrukkelijk bij de wet is bepaald, door de rechterlijke macht niet betwist mag worden. Dit lid sluit zich nochtans aan bij de opvatting, dat men kan volstaan met artikel 93 te wijzigen. De Commissie verwerpt dienvolgens het voorstel om artikel 92 te herzien, doch neemt het voorstel tot herziening van artikel 93 aan.

2. — *Openbaarheid der terechtingen en vonnissen.*

De Commissie stemt in met het voorstel tot herziening van de artikelen 96 en 97, die de openbaarheid der terechting regelen, evenals het uitspreken van vonnissen in openbare terechting. Die hervorming is gewettigd door de evolutie van de wetgeving. De wetten op de probatie, het maatschappelijk verweer en de jeugdbescherming tonen aan dat de openbaarheid, in plaats van op dat gebied een waarborg te vormen voor de rechtsonderhorigen, integendeel een belemmering blijkt te zijn voor hun wederaanpassing.

3. — *Hoven van beroep.*

Ingevolge de voorstellen die door de Dripartijencommissie voor de hervorming van de Instellingen werden gedaan om het aantal hoven van beroep vast te stellen op vijf, stelt de Regering voor om artikel 104 van de Grondwet te herzien. De Commissie beslist het voorstel van de Regering aan te nemen. Anderen hebben bezwaren tegen die verhoging.

Sommige leden echter herinneren eraan dat de verhoging van het aantal hoven van beroep aan een uitdrukkelijke wens van de Dripartijencommissie tegemoet komt.

4. — *Hoven van assisen.*

De Regering herinnert er in de Memorie van Toelichting aan, dat het nut van de hoven van assisen soms in twijfel is getrokken, althans in bepaalde zaken. Zij stelt dan ook voor artikel 98 op te nemen onder de bepalingen die voor herziening in aanmerking komen, ten einde het juryprobleem opnieuw te kunnen onderwerpen aan een algemeen onderzoek in het licht van de opgedane ervaring. Uw Commissie treedt dit voorstel bij.

5. — *Rechtscolleges met gespecialiseerde bevoegdheid.*

De Regering stelt voor om eventueel het tweede lid van artikel 105 te herzien in verband met de voorgenomen wijzigingen in de artikelen 92 en 93.

Votre Commission ayant supprimé l'article 92 des matières soumises à révision, la question de savoir si l'article 105 doit encore être révisé. La réforme judiciaire en cours ne semble commander aucune modification du second alinéa de l'article 105.

La Commission décide d'omettre l'article 105 de la liste des articles à réviser.

6. — Conseil d'Etat et juridictions administratives.

Le Gouvernement propose l'insertion dans le Titre III de la Constitution d'un chapitre IIIbis relatif au Conseil d'Etat. L'importance de l'Institution justifie sa consécration dans le texte de notre loi fondamentale. Le Chapitre IIIbis devrait, dans l'esprit du Gouvernement, contenir quelques dispositions formulant l'essentiel des principes relatifs à la compétence et à l'organisation du Conseil d'Etat.

Le même chapitre devrait comporter des dispositions analogues concernant les autres juridictions administratives, afin d'étendre expressément à ces juridictions les garanties juridictionnelles et le contrôle de légalité prévus en ce qui concerne les tribunaux judiciaires par les dispositions du Chapitre III actuel, plus particulièrement par les articles 96, 97 et 107.

L'exposé des motifs propose enfin de prévoir l'obligation pour le Gouvernement de soumettre, en toutes circonstances et même en cas d'urgence, à l'avis motivé de la section de législation du Conseil d'Etat, les projets relatifs aux droits et libertés garantis par le Titre II de la Constitution.

Une longue discussion a surgi à ce sujet. Il résulte des travaux de la Table ronde que cette proposition est une conséquence du rejet, par ladite Commission, du principe d'un contrôle juridictionnel de la constitutionnalité des lois que certains estimaient souhaitable, compte tenu notamment du fait que notre pays a accepté le contrôle prévu par la Convention européenne des Droits de l'Homme.

Plusieurs membres ont estimé qu'il serait dangereux d'enlever au Gouvernement la possibilité de passer outre, en cas d'urgence, à la consultation du Conseil d'Etat.

D'autres membres ont, en revanche, insisté sur l'importance de la protection des libertés fondamentales. Ils ont rappelé que la proposition résultait d'un accord unanime conclu à la Table ronde.

Un membre a tenu à préciser la nature des engagements politiques contractés à l'issue des travaux de la Table ronde. Si, du point de vue juridique, le Parlement actuel ne peut lier la Constituante, il n'en est pas de même sur le plan des engagements politiques. Les propositions de la Table ronde forment un tout. Ce serait imposer un jeu de dupes à certains que de se limiter à une réalisation partielle de ce qui a été convenu. Au surplus, les libertés individuelles peuvent présenter, dans le contentieux des deux communautés, une grande importance.

En conclusion, la Commission a estimé que le fait de viser l'insertion d'un Chapitre IIIbis permettra à la Constituante de préciser les attributions, non seulement juridictionnelles mais également consultatives du Conseil d'Etat.

En ce qui concerne le Conseil d'Etat, la Table ronde avait également suggéré que la faculté soit expressément donnée au Bureau de Coordination de cette institution, de proposer d'initiative des projets de coordination de certaines législations. La Commission a marqué son accord pour que cette compétence soit reconnue au Bureau de coordination du Conseil d'Etat, tout en précisant que ce droit de pro-

Aangezien uw Commissie artikel 92 van de voor herziening in aanmerking komende bepalingen heeft geschrapt, rijst de vraag of artikel 105 nog herzien moet worden. De thans aan de gang zijnde gerechtelijke hervorming lijkt geen wijziging van het tweede lid van artikel 105 te vergen.

De Commissie beslist tot weglatting van artikel 105 van de lijst der te herziene artikelen.

6. — Raad van State en administratieve rechtscolleges.

De Regering stelt voor onder Titel III van de Grondwet een hoofdstuk IIIbis betreffende de Raad van State in te voegen. Deze Instelling is voldoende belangrijk om ze in de tekst van de Grondwet vast te leggen. Hoofdstuk IIIbis zou volgens de Regering enkele zeer korte bepalingen dienen te behelzen omtrent de hoofdbeginselen betreffende de bevoegdheid en de organisatie van de Raad van State.

Hetzelfde hoofdstuk zou gelijkaardige bepalingen moeten inhouden in verband met de andere administratieve rechtscolleges, opdat de jurisdictevaarborgen en de wettelijkheidscontrole, waarin de bepalingen onder het huidige Hoofdstuk III, inzonderheid de artikelen 96, 97 en 107 voor de gewone rechtbanken voorzien, uitdrukkelijk tot die administratieve rechtscolleges worden uitgebreid.

Ten slotte wordt in de Memorie van Toelichting voorgesteld om de Regering de verplichting voor te schrijven in alle omstandigheden en zelfs in dringende gevallen aan het gemotiveerd advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State te onderwerpen : de ontwerpen betreffende de rechten en vrijheden welke onder Titel II van de Grondwet zijn gewaarborgd.

Een lange discussie ontspint zich daarover. Uit de werkzaamheden van de Ronde-tafelcommissie blijkt dat dit voorstel het gevolg is van de verwerping door genoemde Commissie van het beginsel van een jurisdictecontrole van de grondwettelijkheid van de wetten, dat sommigen wenselijk achten, o.m. in verband met het feit dat ons land heeft toegestemd in de bij het Europees Verdrag betreffende de Rechten van de Mens bepaalde controle.

Verscheidene leden menen dat het gevaarlijk zou zijn de Regering de mogelijkheid te ontnemen om in urgentiegevallen de Raad van State niet te raadplegen.

Andere leden daarentegen leggen de nadruk op het belang van de bescherming van de fundamentele vrijheden. Zij herinneren eraan dat het voorstel het resultaat was van een eenparig in de Ronde-tafelcommissie gesloten akkoord.

Een lid licht de aard van de politieke verbintenissen die bij het einde van de werkzaamheden van de Ronde-tafelcommissie zijn aangegaan, nader toe. Hoewel het huidige Parlement uit een juridisch oogpunt de grondwetgevende Vergadering niet mag binden, is dit niet het geval op het gebied van de politieke verbintenissen. De voorstellen van de Ronde-tafelcommissie vormen een geheel. Als men slechts een gedeelte verwezenlijkt van wat is overeengekomen, dan zou men ten opzichte van sommigen oneerlijk spel spelen. Bovendien kunnen de persoonlijke vrijheden van groot belang zijn in geschillen waar beide gemeenschappen bij betrokken zijn.

Tot besluit oordeelt de Commissie dat de invoeging van een Hoofdstuk IIIbis de grondwetgevende Vergadering in staat zal stellen niet alleen de rechtsprekende, maar ook de raadgevende bevoegdheden van de Raad van State te preciseren.

Met betrekking tot de Raad van State had de Ronde-tafelcommissie eveneens gesuggereerd dat men het Coördinatiebureau van die instelling uitdrukkelijk bevoegdheid zou verlenen om op eigen initiatief ontwerpen voor de coördinatie van sommige wetgevingen voor te stellen. De Commissie is het ermee eens om die bevoegdheid van het Coördinatiebureau van de Raad van State te

poser d'initiative la coordination des textes légaux, n'avait rien de commun avec le droit de proposition reconnu à certains conseils.

V. — Adaptation de la Constitution à l'évolution des relations internationales et à la création d'autorités supranationales.

Cet objectif était à l'origine des procédures de révision de 1954 et de 1958. Celles-ci proposaient l'insertion au Titre III d'un article 25bis, relatif à l'exercice de pouvoirs par des autorités supranationales ou internationales. Elles proposaient, d'autre part, de soumettre à révision, l'article 68 de la Constitution, de manière à assouplir la procédure d'approbation des traités internationaux. Dans son projet, le Gouvernement propose de prévoir à nouveau la révision de l'article 68. En revanche, l'insertion éventuelle d'un article 25bis ne lui paraît pas nécessaire. Il suffit, déclare l'exposé des motifs, de régler, à l'article 68, la procédure de l'assentiment à donner aux Traités qui attribuent des pouvoirs à des autorités supranationales ou internationales.

Un amendement a été déposé par M. Pierson, tendant à prévoir l'insertion d'un article 25bis, relatif à l'exercice des pouvoirs par des autorités supranationales ou internationales. L'auteur de l'amendement a fait valoir qu'il ne lui paraissait pas suffisant de prévoir la révision de l'article 68. L'évolution internationale peut commander d'autres voies, telles, par exemple, l'élection directe du Parlement européen. Celle-ci pourrait, en effet, être décidée par une loi et non par un traité. En conclusion votre Commission a adopté l'amendement proposé.

La révision de l'article 68 devrait permettre, à l'estime du Gouvernement, l'insertion de dispositions relatives à la non-application de dispositions légales ou réglementaires du droit interne, qui seraient contraires au droit international ou au droit communautaire. Toutefois le Gouvernement estimait que pareilles dispositions pourraient aussi faire l'objet d'un ajouté à l'article 107 ou mieux encore d'un article 107bis.

Votre Commission a approuvé, dans son principe, cette dernière proposition, malgré l'hostilité de certains membres qui redoutent une trop grande aliénation de la souveraineté nationale. Toutefois, votre Commission a estimé que l'exposé des motifs imprimait une orientation trop précise en la matière.

En conclusion, la Commission a modifié comme suit la déclaration reprise sous le n° 32 :

« du Titre III, Chapitre III de la Constitution, par l'insertion d'un article 107bis, relatif au conflit entre les dispositions légales ou réglementaires, du droit interne et celles du droit international ou du droit communautaire. »

VI. — Décentralisation et déconcentration.

L'exposé des motifs du projet gouvernemental se réfère aux importants travaux de la Commission de la Table ronde consacrés à la décentralisation et à la déconcentration. La plupart des conclusions et propositions auxquelles ont abouti ces travaux peuvent être réalisées par la voie législative ordinaire, voire par des règlements gouvernementaux.

Dans la mesure où la décentralisation devrait recourir, en matière économique, à la création d'institutions nouvelles,

erkennen. Zij preciseert daarbij nochtans dat dit recht om op eigen initiatief de coördinatie van wetteksten voor te stellen, niets gemeens heeft met het aan sommige raden toegekende recht van voorstel.

V. — Aanpassing van de Grondwet aan de evolutie van de internationale betrekkingen en aan de instelling van supranationale gezagslichamen.

Dit onderwerp lag aan de basis van de herziulingsprocedures van 1954 en 1958, waarbij werd voorgesteld in Titel II een artikel 25bis in te voegen betreffende de uitvoering van bevoegdheden door supranationale of internationale autoriteiten. Daarin werd ook voorgesteld artikel 68 van de Grondwet te herzien, ten einde de procedure tot goedkeuring van de internationale verdragen te vergemakkelijken. In haar ontwerp stelt de Regering opnieuw de herziening van artikel 68 voor. Daarentegen acht zij de eventuele invoeging van een artikel 25bis onnodig. Het is voldoende, aldus de Memorie van Toelichting, in artikel 68 de procedure te regelen voor de goedkeuring der verdragen waarbij bevoegdheden worden toegekend aan supranationale of internationale gezagsorganen.

Door de heer Pierson werd een amendement voorgesteld om een artikel 25bis in te voegen betreffende de uitvoering van bevoegdheden door supranationale of internationale gezagsorganen. De auteur van het amendement acht de herziening van artikel 68 niet voldoende. De evolutie van de internationale toestanden kan andere middelen noodzakelijk maken, bij voorbeeld de rechtstreekse verkiezing van het Europese Parlement. Daartoe zou inderdaad kunnen worden besloten door een wet en niet door een verdrag. Uw Commissie besluit het amendement aan te nemen.

Naar de mening van de Regering zou de herziening van artikel 68 het mogelijk maken daarin bepalingen betreffende het niet toepassen van wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen van intern recht te nemen indien deze in strijd zouden zijn met het internationaal of communautair recht. De Regering meende evenwel dat dergelijke bepalingen ook kunnen worden opgenomen door artikel 107 aan te vullen, of, wat nog heter is, door een artikel 107bis in te voegen.

Uw Commissie heeft in principe dit laatste voorstel goedgekeurd, ondanks het verzet van sommige leden, die beducht zijn voor het verlies van een te groot deel van de nationale soevereiniteit. Uw Commissie heeft nochtans gemeend dat de Memorie van Toelichting ter zake een al te preciese oriëntering aangeeft.

Uiteindelijk heeft de Commissie de onder nummer 32 voorkomende verklaring als volgt gewijzigd :

« Titel III, Hoofdstuk III van de Grondwet, door invoeging van een artikel 107bis betreffende de conflicten tussen wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van intern recht en bepalingen van internationaal recht of van gemeenschapsrecht ».

VI. — Decentralisatie en deconcentratie.

In de Memorie van Toelichting van het regeringsontwerp wordt verwezen naar de belangrijke werkzaamheden van de Ronde-tafelcommissie, welke zijn gewijd aan de decentralisatie en de deconcentratie. De meeste conclusies en voorstellen waartoe die werkzaamheden hebben geleid, kunnen langs de gewone wetgevende weg, zelfs door middel van regeringsverordeningen worden gemaakt.

Indien de decentralisatie — met name op economisch gebied — de oprichting van nieuwe instellingen zou vergen,

telles que les sociétés de développement régional, le Gouvernement estime que les textes constitutionnels, actuellement en vigueur, et notamment l'article 108, permettent déjà la création d'institutions de ce genre.

Votre Commission spéciale s'est ralliée à cette opinion.

Mais le Gouvernement propose cependant de déclarer qu'il y a lieu à révision de l'article 108 pour permettre la réalisation de certains objectifs que la Commission de la Table ronde n'a pas étudiés. C'est ainsi que le problème des grandes agglomérations et celui des fédérations de communes semblent bien créer, au point de vue constitutionnel, certaines difficultés. Le Gouvernement estime qu'il y a intérêt à lever toutes les hésitations et que le texte de la Constitution doit préciser les pouvoirs du législateur en ces matières.

Une assez longue discussion a surgi, au sein de votre Commission, sur cet aspect des problèmes soulevés à l'occasion de la révision de l'article 108. Selon une thèse, seule la solution préconisée pour l'organisation des grandes agglomérations et les fédérations de communes entraîne la nécessité de réviser certains textes constitutionnels. Toutefois pour certains commissaires le siège de la matière n'est pas seulement à l'article 108. En effet, les nouvelles institutions de droit public proposées ne seront viables que si elles disposent d'un pouvoir de taxation. Elles ne pourraient atteindre l'objet pour lequel elles ont été créées que si elles disposent d'un pouvoir de taxation nouveau, assurant l'uniformité des impôts levés sur les matières imposables des communes qu'elles groupent.

Selon une autre thèse, l'article 108 pourrait fort bien, dans son texte modifié, prévoir ce nouveau pouvoir taxateur.

En conclusion de ces débats, votre Commission a estimé que les articles 110 et 113 qui énoncent des principes et des garanties d'une importance fondamentale, doivent demeurer inchangés, mais qu'il y a lieu de permettre, par une adjonction aux dits articles, de prévoir la possibilité pour les institutions nouvelles de couvrir leurs besoins par des impositions ou des rétributions spéciales.

Au cours de la discussion, un commissaire a demandé si, dans l'esprit des travaux de la Table ronde, une fédération de communes pourrait grouper des communes appartenant à des provinces différentes. Le Ministre répond affirmativement, en faisant remarquer que c'est déjà le cas pour les intercommunales existantes.

Un autre membre a prétendu qu'au sein de la Commission tripartite pour la révision de la Constitution, la thèse provincialiste avait triomphé de la thèse régionaliste. Il lui a été répondu que cette affirmation était absolument inexacte. Il résulte des travaux de la Table ronde que les sociétés de développement régional pourront couvrir, selon les nécessités et réalités économiques « une région correspondant à l'aire géographique d'une ou de plusieurs provinces ou encore une région constituée par des parties de provinces différentes ou par une partie seulement d'une province ». Il a également été bien précisé, qu'en cas de carence de l'autorité provinciale, une ou plusieurs communes pourraient prendre l'initiative de créer une société de développement régional.

Certains membres de la Commission étaient convaincus qu'en dehors des dispositions nouvelles à ajouter aux articles 110 et 113, il suffirait de revoir le second alinéa du 2^e de l'article 108.

Vos rapporteurs rappellent cependant qu'à l'exposé des motifs, page 20, le 1^o de l'article 108 est également proposé à révision pour permettre de préciser que les membres

zoals de gewestelijke ontwikkelingsmaatschappijen, is de Regering van mening dat de thans vigerende grondwettelijke teksten, en met name artikel 108, reeds thans de oprichting van dergelijke instellingen noodzakelijk maken.

Uw Bijzondere Commissie sluit zich bij deze zienswijze aan.

Maar de Regering stelt voor om te verklaren dat artikel 108 moet worden herzien om de verwesenlijking mogelijk te maken van bepaalde doelstellingen welke door de Rondetafelcommissie nog niet bestudeerd zijn. Zo schijnen uit een grondwettelijk oogpunt heel wat moeilijkheden te rijzen in verband met het probleem van de grote agglomeraties en met dat van de federaties van gemeenten. De Regering is van oordeel dat wij er belang bij hebben alle aarzelingen te laten varen en zij meent dat de tekst van de Grondwet de bevoegdheden van de Wetgevende Macht in die aangelegenheden nader moet toelichten.

Er ontspint zich dan een vrij lange gedachtenwisseling over dit aspect van de problemen welke rijzen in verband met de herziening van artikel 108. Een van de standpunten die is verdedigd, luidt dat alleen al de oplossing die is voorgesteld voor de organisatie van de grote agglomeraties en van de federaties van gemeenten de herziening van bepaalde grondwettelijke artikelen noodzakelijk maakt. Voor sommige leden ligt de kern van de zaak niet slechts in artikel 108. Immers, de voorgestelde nieuwe publiekrechtelijke instellingen zouden slechts levensvatbaar zijn, indien zij taxatiebevoegdheid bezitten. Zij zouden het doel waarvoor zij zijn opgericht slechts kunnen bereiken, indien zij een nieuwe taxatiebevoegdheid krijgen, zodat uniformiteit kan worden bereikt inzake de belastingen die worden geheven op de belastbare materie van de gemeenten welke zij groeperen.

Volgens een ander standpunt zou de e nieuwe taxatiebevoegdheid heel goed in de gewijzigde tekst van artikel 108 opgenomen kunnen worden.

Tot besluit van de debatten meent uw Commissie dat de artikelen 110 en 113, waarin hoogst gewichtige beginselen en garanties vervat liggen, onveranderd moeten blijven, maar dat door een toevoeging aan beide artikelen de mogelijkheid moet worden geopend dat die nieuwe instellingen in hun behoeften kunnen voorzien door belastingen of speciale retributies.

Tijdens de gedachtenwisseling vraagt een lid of een federatie van gemeenten — in overeenstemming met de geest van de Rondetafel — gemeenten zou kunnen groeperen welke tot verschillende provincies behoren. De Minister antwoordt bevestigend met de opmerking dat zulks reeds het geval is voor de intercommunale maatschappijen.

Een ander lid heeft beweerd dat het provincialistische standpunt het in de driepartijencommissie voor de herziening van de Grondwet gehaald heeft op het regionalistische. Hem werd geantwoord dat die bewering volkomen onjuist is. Uit de werkzaamheden van de Ronde-tafelcommissie blijkt dat de gewestelijke ontwikkelingsmaatschappijen, overeenkomstig de economische realiteiten en behoeften, « een gewest mogen vormen dat overeenstemt met de geografische omschrijving van een of meer provincies, of een gewest gevormd door delen van verschillende provincies of door een deel van één provincie ». Daar werd aan toegevoegd dat, indien de provinciale overheden in gebreke blijven, een of meer gemeenten het initiatief kunnen nemen om een gewestelijke ontwikkelingsmaatschappij op te richten.

Sommige leden van de Commissie zijn ervan overtuigd dat men, buiten de nieuwe bepalingen die aan de artikelen 110 en 113 worden toegevoegd, kan volstaan met een herziening van het tweede lid van het 2^o van artikel 108.

Uw verslaggevers herinneren er nochtans aan dat in de Memorie van Toelichting, blz. 20, ook voorgesteld wordt artikel 108, 1^o, te herzien om nader te bepalen dat de leden

des Députations permanentes des conseils provinciaux et les échevins des communes sont respectivement élus par les conseils provinciaux et les conseils communaux. Ces élections, organisées dès 1836, par la loi provinciale et par la loi communale, ne sont pas exactement couvertes par l'article 108 actuel.

D'autre part, le Gouvernement propose également la révision de l'article 108 de manière à lever les doutes qui ont pu exister en ce qui concerne la constitutionnalité de certaines mesures de déconcentration, notamment l'attribution aux gouverneurs des provinces du pouvoir d'annulation prévu par le 5^e de l'article 108.

La Commission décide donc de soumettre à révision l'article 108, mais également de prévoir l'insertion d'un article 108bis (nouveau) pour permettre à la Constituante de déterminer éventuellement les principes régissant les institutions nouvelles que seraient les fédérations de communes et les grandes agglomérations.

VII. — Les libertés publiques.

1. — L'égalité devant la loi.

Le Gouvernement propose de compléter l'article 6 de la Constitution, afin d'en préciser la portée, non seulement dans le sens de l'interdiction de toutes discriminations fondées sur le sexe, mais aussi dans le sens de certaines autres formes de discrimination, telles que celles fondées sur la race et la religion.

La Commission a accepté, sans débat, cette proposition.

2. — Le secret des communications.

En vue de mieux garantir le secret des communications que les citoyens échangent entre eux, la révision de l'article 22 avait déjà été proposée en 1954 et en 1958. Il s'agissait de tenir compte de l'incidence des moyens techniques modernes sur la valeur d'un principe fondamental de nos libertés. Le Gouvernement propose donc de retenir à nouveau l'article 22 parmi les dispositions à réviser. Votre Commission a été unanimement d'accord pour suivre cette suggestion.

3. — Les droits économiques et sociaux.

Le Gouvernement propose l'insertion dans la Constitution, comme c'est le cas dans la plupart des Constitutions contemporaines, d'un certain nombre de dispositions garantissant les droits économiques et sociaux. Il suggère de compléter le Titre II de la Constitution par une série d'articles définissant ces droits.

Un membre pose la question de savoir s'il est opportun de transformer la Constitution en une manière de programme politique ou s'il ne vaut pas mieux s'en tenir à un code pragmatique. Notre Constitution a toujours été un texte de droit positif. Comment précisera-t-on le contenu du droit au travail, par exemple ?

Un autre membre ne partage pas cette opinion et estime que les droits sociaux et économiques peuvent se voir attribuer un contenu réel, par exemple, le devoir de l'Etat de veiller à ce que tous les citoyens puissent, par les fruits de leur travail, satisfaire, dans la dignité, à tous leurs besoins.

van de bestendige deputaties en de schepenen van de gemeenten verkozen worden door de provincieraadsleden, resp. de gemeenteraadsleden. Die sedert 1836 door de provinciale wet en de gemeentewet georganiseerde verkiezingen vallen niet geheel onder het huidige artikel 108.

Bovendien stelt de Regering voor artikel 108 te herzien om de onzekerheid weg te nemen betreffende de grondwettelijkheid van sommige deconcentratiemaatregelen, met name de toekenning aan de provinciegouverneurs van de in artikel 108, 5^e, bedoelde vernietigingsbevoegdheid.

De Commissie beslist dus dat artikel 108 moet herzien worden, maar ook dat in de invoeging van een artikel 108bis (nieuw) wordt voorzien om het de grondwetgevende Vergadering mogelijk te maken eventueel de principes te bepalen tot regeling van nieuwe instellingen zoals de federaties van gemeenten en de grote agglomeraties.

VII. — De openbare vrijheden.

1. — De gelijkheid voor de wet.

De Regering stelt voor artikel 6 van de Grondwet aan te vullen om de strekking ervan nader te bepalen, niet alleen met betrekking tot het verbod van elke discriminatie volgens het geslacht, doch ook met betrekking tot het verbod van sommige andere vormen van discriminatie, zoals die in verband met ras of godsdienst.

De Commissie heeft dit voorstel zonder bespreking aangenomen.

2. — Het geheim van de mededelingen.

Ten einde het geheim der mededelingen tussen de burgers beter te waarborgen, werd reeds in 1954 en in 1958 voorgesteld artikel 22 te herzien. Het kwam erop aan rekening te houden met de terugslag van de verkeerstechnieken op de waarde van een der grondbeginselen van onze vrijheden. Daarom stelt de Regering voor artikel 22 andermaal onder de voor herziening in aanmerking komende bepalingen op te nemen. Uw Commissie is het eens om op dit voorstel in te gaan.

3. — Economische en sociale rechten.

De Regering stelt voor in de Grondwet een aantal bepalingen op te nemen om de economische en sociale rechten te waarborgen, zoals dit in de meeste eigentijdse Grondwetten het geval is. Zij stelt voor Titel II van de Grondwet aan te vullen met een reeks artikelen ter bepaling van die rechten.

Een lid vraagt of het past van de Grondwet een soort politiek program te maken. Ware het niet verkeerslijker het bij een pragmatische codex te houden ? Onze Grondwet is altijd een vertolking van positief recht geweest. Hoe zal b.v. worden omschreven wat dient te worden verstaan onder het recht op arbeid ?

Een ander lid deelt die mening niet; hij meent dat aan de sociale en economische rechten een reële inhoud kan worden gegeven, b.v. de plicht van de Staat om ervoor te waken dat alle burgers door de vrucht van hun arbeid, op waardige wijze, in hun behoeften kunnen voorzien.

Un autre membre estime qu'il faut cependant se limiter à la consécration des droits les plus importants. Il suggère également de retenir parmi ceux-ci les droits familiaux. Il tient également à souligner que, tout en partageant les vues du Gouvernement, il convient de préciser que le libellé de ces droits n'est pas strictement indispensable. Notre Constitution est tellement souple que l'on a pu atteindre un développement social considérable sans qu'elle y apporte le moindre obstacle.

Votre Commission a décidé ne pas aller plus avant dans la discussion du fond. C'est à la Constituante qu'il appartiendra de libeller les nouveaux droits proposés. Elle est d'accord pour lui ouvrir la possibilité de remplir cette tâche.

VIII. — Revision et suspension de la Constitution.

1. — *Revision de la Constitution.*

L'article 84 de la Constitution dispose qu'aucun changement à la charte fondamentale ne peut être fait pendant une régence. Cette disposition peut créer des difficultés et empêcher que des réformes nécessaires soient introduites en temps utile. Le Gouvernement propose, dès lors, d'assouplir l'article 84 afin de permettre qu'une procédure de revision puisse à tout le moins être entamée pendant une régence et même si celle-ci devait s'étendre sur un certain nombre d'années, être poursuivie et achevée. Toutefois, le Gouvernement estime que la revision de l'article 84 devrait cependant exclure, dans cette hypothèse, tout changement aux dispositions qui concernent les prérogatives de la Couronne.

Un membre a demandé qu'il soit bien insisté sur cette dernière réserve.

Le Gouvernement est d'avis qu'il y a lieu d'interdire toute revision en temps de guerre ou lorsque les Chambres se trouvent empêchées de se réunir librement sur le territoire national. A cette fin, un article 131bis devrait être inséré dans la Constitution.

Votre Commission a unanimement accepté ces deux propositions.

2. — *Suspension de la Constitution.*

L'article 130 actuel interdit de suspendre la Constitution en tout ou en partie. La Table ronde a proposé de compléter la Constitution « par des dispositions soumettant à des conditions très strictes la proclamation de l'état d'urgence et assurant un fondement juridique plus solide à des mesures, telles que celles contenues dans les arrêtés-loi de 1916, pris en cas de déclaration de guerre, de constatation de l'état de guerre ou de proclamation de l'état d'urgence. »

Le Gouvernement n'a pas suivi ces suggestions. Il estime qu'il y aurait de graves dangers à s'engager dans cette voie. Il convient d'éviter d'ouvrir la porte, par des dispositions constitutionnelles trop souples, à des entreprises attentatoires aux libertés publiques et aux institutions démocratiques. D'autre part, il convient également d'éviter que des dispositions trop rigides ne fassent obstacle à certaines mesures de salut public que les circonstances pourraient rendre nécessaires.

M. Parisis, reprenant la suggestion formulée par la Table ronde, a déposé un amendement tendant à ajouter l'article 130 parmi les matières soumises à révision. Sa justification est la suivante : l'état de guerre nécessite des mesures exceptionnelles. Celles-ci furent prises pendant la

Een ander lid meent evenwel dat men zich moet beperken tot de officiële erkenning van de belangrijkste rechten, met inbegrip van de familiale rechten. Ofschoon hij het standpunt van de Regering deelt, wenst hij te onderstrepen dat het niet strikt noodzakelijk is die rechten onder woorden te brengen. Onze Grondwet is zo soepel dat een aanzienlijke sociale vooruitgang kan worden geboekt, zonder dat van die zijde enig bezwaar rees.

Uw Commissie besloot niet verder in te gaan op de grond van de zaak. De grondwetgevende Vergadering zal de tekst van de nieuwe voorgestelde rechten moeten opstellen. Uw Commissie stemt ermee in dat aan de grondwetgevende Vergadering de mogelijkheid daartoe wordt gelaten.

VIII. — Herziening en schorsing van de Grondwet.

1. — *Herziening van de Grondwet.*

In artikel 84 van de Grondwet wordt bepaald dat gedurende een regentschap geen verandering in de Grondwet kan worden aangebracht. Deze bepaling kan aanleiding tot moeilijkheden geven en verhinderen dat de noodzakelijke hervormingen tijdig doorgevoerd worden. De Regering stelt derhalve voor artikel 84 te versoepelen, om het mogelijk te maken dat onder een regentschap een herziëningsprocedure op zijn minst ingeleid kan worden en zelfs, wanneer het regentschap een aantal jaren mocht duren, kan worden voortgezet en voltooid. Nochtans meent de Regering dat in die onderstelling de herziening van artikel 84 elke wijziging van de bepalingen betreffende de rechten van de Kroon moet uitsluiten.

Een lid vraagt om op dit laatste voorbehoud de nadruk te leggen.

De Regering is van oordeel dat elke herziening van de Grondwet moet verboden zijn in oorlogstijd of wanneer de Kamers zich in de onmogelijkheid bevinden om vrij op het nationale grondgebied te vergaderen. Daartoe zou een artikel 131bis in de Grondwet moeten worden ingevoegd.

Uw Commissie stemt eenparig met deze twee voorstellen in.

2. — *Schorsing van de Grondwet.*

Het huidige artikel 130 verbiedt de gehele of gedeeltelijke schorsing van de Grondwet. De Ronde-tafel heeft voorgesteld de grondwet aan te vullen « met bepalingen waardoor de afkondiging van de noodstoestand aan zeer strikte voorwaarden onderworpen wordt en een solieder juridische grondslag gegeven wordt aan maatregelen zoals die welke voorkomen in de besluitwetten van 1916, getroffen in geval van oorlogsverklaring, vaststelling van de staat van oorlog en afkondiging van de noodtoestand ».

De Regering gaat niet in op deze suggesties. Zij is van mening dat men aldus een zeer gevaarlijke weg zou opgaan. Men moet vermijden, door te soepele grondwetsbepalingen het pad te effenen voor ondernemingen die de openbare vrijheden en de democratische instellingen zouden in het gedrang brengen. Anderzijds mag men niet door te strenge bepalingen verhinderen dat maatregelen die voor 's lands heil noodzakelijk zijn, genomen worden, wanneer de omstandigheden die maatregelen vergen.

De heer Parisis neemt de door de Ronde-tafel naar voren gebrachte suggestie over en stelt een amendement voor, ertoe strekkende artikel 130 op te nemen onder de bepalingen die voor herzieling in aanmerking komen. Bedoeld amendement verantwoordt hij als volgt : de staat van oorlog

première guerre mondiale, par un arrêté-loi de 1916, dont la constitutionnalité fut contestée. Il y a lieu de permettre au Constituant de se prononcer sur la nécessité d'une disposition expresse justifiant et limitant cette législation d'exception.

Le même membre insiste sur le fait que certaines solutions doivent être trouvées pour réglementer le transfert des compétences, la censure, les devoirs et obligations des fonctionnaires.

Un membre se rallie à la thèse développée par le Ministre. Un autre membre, rappelant l'expérience des deux guerres mondiales, estime que l'on ne peut se borner à fermer les yeux devant les difficultés; il faut se pencher sur le problème. Il n'y a pas que la guerre: il y a aussi la subversion. Dans certaines circonstances, le Gouvernement doit pouvoir sauver l'Etat.

Un autre membre estime que l'on ne peut pas toucher à l'article 130. Si l'on doit permettre de suspendre la Constitution autant ne pas en avoir. C'est précisément dans les moments cruciaux que la garantie constitutionnelle est nécessaire. Deux guerres ont, au surplus, prouvé qu'en cas de nécessité des solutions peuvent être trouvées.

Un commissaire partage également l'opinion suivant laquelle le maintien de l'article 130 est indispensable, mais il se demande s'il ne faudrait pas introduire un article 130bis pour résoudre les problèmes qui se posent en temps de guerre. Un autre membre appuie cette suggestion. Il rappelle que la guerre de 1940 a montré la confusion qui a régné parmi les fonctionnaires. Il faut que leurs devoirs soient nettement définis.

A cela un membre répond que ces questions peuvent être réglées par la loi et qu'il appartient au Gouvernement de prendre les initiatives nécessaires. La seule justification que l'on peut invoquer pour la non-application de la Constitution est la guerre. Or, la guerre est un cas de force majeure. Il faut donc conclure au maintien intégral de l'article 130 en raison des abus qui pourraient naître d'une définition de l'état d'urgence.

En conclusion, votre Commission a décidé de repousser l'amendement de M. Parisis. L'article 130 ne sera donc pas soumis à révision.

D'autre part, votre Commission exprime le voeu que le Gouvernement prenne l'initiative de faire définir par la loi les droits et les devoirs des fonctionnaires en temps de guerre.

IX. — Dispositions diverses.

1. — Sort à réservier à l'article 1^{er}, alinéa 4.

L'article 1^{er} de notre Constitution avait été complété, le 7 septembre 1893, par l'adjonction d'un 4^{me} alinéa, visant les possessions d'outre-mer de la Belgique. Notre pays n'a plus de territoires d'outre-mer. Il convient, dès lors, d'abroger le 4^{me} alinéa de l'article 1^{er}. Cette proposition a été admise à l'unanimité, sans débat.

2. — La capitale du Royaume.

L'article 126 de la Constitution est rédigé comme suit: « La ville de Bruxelles est la capitale de la Belgique et le siège du Gouvernement. »

Le Gouvernement propose de faire préciser par la Constituante le sens de cette disposition, d'une part, pour faire apparaître clairement que les services gouvernementaux peuvent tout aussi bien être établis dans d'autres communes

vergt buitengewone maatregelen. Gedurende de eerste wereldoorlog werden deze getroffen bij een besluitwet van 1916, waarvan de grondwettelijkheid werd betwist. De Grondwetgever moet zich kunnen uitspreken over de noodzaak van een uitdrukkelijke bepaling, die deze uitzonderingswetgeving wettigt en beperkt.

Hetzelfde lid dringt erop aan dat bepaalde oplossingen moeten worden gevonden om de overdracht van de bevoegdheden, de censuur, de plichten en verplichtingen van de ambtenaren te reglementeren.

Een lid treedt het standpunt van de Minister bij. Een ander lid herinnert aan de ervaring van beide wereldoorlogen en meent dat men niet blind mag blijven voor de moeilijkheden; men moet het probleem aanpakken. Benevens oorlog zijn er nog subversieve acties. In bepaalde omstandigheden moet de Regering de Staat kunnen redderen.

Een ander lid meent dat aan artikel 130 niet mag worden geraakt. Als men het mogelijk moet maken de Grondwet te schorsen, kan men evengoed helemaal geen Grondwet hebben. Het is precies in de beslissende ogenblikken dat de grondwettelijke waarborg noodzakelijk is. Twee oorlogen hebben trouwens bewezen dat, zo nodig, oplossingen kunnen worden gevonden.

Een lid deelt eveneens de mening volgens welke het noodzakelijk is artikel 130 te handhaven, doch vraagt zich af of men geen artikel 130bis zou moeten invoegen om de problemen, die zich in oorlogstijd stellen, op te lossen. Een ander lid steunt deze suggestie. Hij herinnert eraan dat in de oorlog 1940 is gebleken welke verwarring er onder de ambtenaren heerde. Hun plichten moeten duidelijk omschreven worden.

Daarop antwoordt een lid dat die vraagstukken door de wet kunnen worden geregeld en dat het aan de Regering staat de nodige initiatieven te nemen. De enige verantwoording die men naar voren kan brengen voor het niet toepassen van de Grondwet is de oorlog. Welnu, oorlog is een geval van overmacht. Er dient dus tot de handhaving van artikel 130 te worden besloten, wegens de misbruiken die uit een bepaling van de noodtoestand zouden kunnen voortvloeien.

Uw Commissie besloot dan het amendement van de heer Parisis te verwerpen. Artikel 130 zal dus niet worden herzien.

Uw Commissie sprak anderzijds de wens uit dat de Regering het initiatief zal nemen om bij de wet de rechten en verplichtingen van de ambtenaren in oorlogstijd te doen vaststellen.

IX. — Diverse bepalingen.

1. — Herziening van artikel 1, vierde lid.

Artikel 1 van onze Grondwet werd op 7 september 1893 aangevuld met een 4^e lid betreffende de overzeese bezittingen van België. Ons land bezit geen overzeese gebieden meer. Het vierde lid van het eerste artikel dient derhalve te worden opgeheven. Dit voorstel wordt zonder bespreking eenparig aangenomen.

2. — De hoofdstad van het Rijk.

Artikel 126 van de Grondwet luidt als volgt: « De stad Brussel is de hoofdstad van België en de zetel van de Regering. »

De Regering stelt voor de betekenis van deze bepaling door de grondwetgevende Vergadering nader te doen bepalen, enerzijds om te verduidelijken dat de Regeringsdiensten ook in andere gemeenten van de agglomeratie dan de

de l'agglomération bruxelloise que dans la commune de Bruxelles elle-même et, d'autre part, pour préciser le statut de Bruxelles en tant que capitale du Royaume.

Votre Commission a estimé que la première justification présentée par le Gouvernement pour la révision de l'article n'est pas fondée. Dire que Bruxelles est le siège du Gouvernement n'empêche évidemment pas les services gouvernementaux d'être établis dans d'autres communes du Royaume que la ville de Bruxelles. Depuis longtemps d'ailleurs, c'est là chose faite.

En revanche, la raison essentielle de la modification proposée de l'article 126 réside dans le statut spécial, dont la capitale doit être dotée, statut qui, pour de nombreux commissaires ne doit pas être limité à la ville de Bruxelles, mais à l'agglomération bruxelloise.

Certains membres pensent que la loi peut établir ce statut et qu'il n'est pas nécessaire à cet égard de modifier la Constitution. D'autres estiment que vu son importance politique, il importe que ce statut soit établi par la Constituante. L'accord des deux partis nationaux prévoit la création d'une commission permanente pour l'amélioration des relations communautaires. Cette Commission aurait notamment pour mission d'élaborer les modalités d'un statut devant permettre à l'agglomération bruxelloise de remplir, dans les meilleures conditions, son indispensable fonction de capitale de la Belgique. C'est sur base des travaux de cette Commission que la Constituante pourra apprécier les modifications à apporter à l'article 126. La révision dudit article est donc admise par la majorité de la Commission.

gemeente Brussel mogen gevestigd zijn, en anderzijds om het statuut van Brussel als hoofdstad van het Rijk nader te omschrijven.

Uw Commissie was de mening toegedaan dat de eerste verantwoording die door de Regering werd gegeven, niet gegrond is. Wanneer gezegd wordt dat Brussel de zetel van de Regering is, belet dit natuurlijk niet dat de regeringsdiensten in andere gemeenten van het Rijk dan de stad Brussel mogen gevestigd zijn. Dit is trouwens sinds lang het geval.

Daarentegen ligt de hoofdzakelijke reden tot de voorgestelde wijziging van artikel 126 in het bijzonder statuut dat aan de hoofdstad moet worden verleend en dat, naar de mening van talrijke Commissieleden, niet moet beperkt worden tot de stad Brussel, maar tot de Brusselse agglomeratie.

Sommige leden menen dat de wet dit statuut kan uitwerken en dat het niet nodig is daartoe de Grondwet te wijzigen. Anderen menen dat dit statuut, wegens het politieke belang van de zaak, door de grondwetgevende Vergadering dient te worden verleend. Het akkoord tussen de twee nationale partijen voorziet in de oprichting van een permanente commissie voor de bevordering van de communautaire betrekkingen.

Deze Commissie zou o.m. tot taak hebben de modaliteiten vast te stellen van een statuut dat het voor de Brusselse agglomeratie mogelijk moet maken in de beste voorwaarden haar onontbeerlijke functie van hoofdstad van het Rijk te vervullen. De grondwetgevende vergadering zal over de wijzigingen, die in artikel 126 dienen te worden aangebracht, kunnen oordelen. De meerderheid van de Commissieleden stemt ermede in dit artikel aan een herziening te onderwerpen.

3. — *Etablissement du texte néerlandais de la Constitution.*

Déjà en 1954 et en 1958 la nécessité d'établir, à l'occasion de la révision constitutionnelle, une version néerlandaise officielle pour l'entièreté de la Constitution, avait été admise par tous. On estima également que la loi fondamentale devait être complétée par un article disposant qu'elle est établie dans les deux langues nationales et que les deux textes ont la même valeur authentique et font, par conséquent, foi au même titre.

Ces considérations ont conservé toute leur valeur.

Le Gouvernement propose, dès lors, de prévoir, d'une part, la révision de tous les articles de la Constitution, uniquement en vue d'établir leur version néerlandaise et, d'autre part, l'insertion d'un article 140, disposant que la Constitution belge est établie en français et en néerlandais et que les deux textes font foi.

Un membre demande pourquoi, alors qu'il existe en Belgique trois langues officielles, la Constitution n'est établie qu'en deux langues et que seules les versions française et néerlandaise ont valeur authentique. Il lui est répondu qu'une distinction doit être faite entre langue officielle et langue nationale. L'allemand est une des langues officielles dans la région de langue allemande. Les deux langues nationales sont toutefois le français et le néerlandais.

4. — *Abrogation de certaines dispositions devenues sans objet.*

En 1954 et en 1958, les procédures de révision prévoient l'abrogation expresse des dispositions transitoires relatives aux articles 47, 52, 53 et 56bis qui furent adoptées lors de la révision de 1919-1921, ainsi que les articles 132,

3. — *Vaststelling van de Nederlandse tekst van de Grondwet.*

Reeds in 1954 en in 1958 had iedereen de noodzaak erkend, ter gelegenheid van de grondwetsherziening een officiële Nederlandse tekst van de ganse Grondwet op te stellen. Men was eveneens van mening dat, bij dezelfde gelegenheid, de Grondwet diende aangevuld te worden met een artikel, waarin bepaald zou worden dat zij in beide landstalen is gesteld en dat beide teksten dezelfde authentieke waarde hebben, en, dienvolgens, even rechtsgeldig zijn.

Deze overwegingen hebben hun volle waarde behouden. De Regering stelt derhalve voor enerzijds tot de herziening van alle artikelen van de Grondwet te besluiten, met als enig doel de Nederlandse tekst ervan vast te stellen, en, anderzijds, een artikel 140 in te voegen waarbij bepaald wordt dat de Belgische Grondwet in het Nederlands en in het Frans is gesteld en dat beide teksten rechtsgeldig zijn.

Een lid vraagt waarom de Grondwet slechts in twee talen bestaat, hoewel er in België drie officiële talen zijn, en waarom slechts de Nederlandse en de Franse tekst een authentieke waarde hebben. Er wordt hem geantwoord dat er een onderscheid dient te worden gemaakt tussen officiële taal en landstaal. Het Duits is één van de officiële talen in het Duitse taalgebied. De twee landstalen zijn echter het Nederlands en het Frans.

4. — *Opheffing van sommige overbodig geworden bepalingen.*

In 1954 en 1958 werd in de herzieningsprocedures de uitdrukkelijke opheffing bepaald van de overgangsbepalingen in verband met de artikelen 47, 52, 53 en 56bis, die bij de herziening van 1919-1921 werden aangenomen, te

135 et 136 qui datent de 1831 et qui n'avaient également qu'un caractère purement transitoire.

Dans l'exposé des motifs du présent projet de déclaration, le Gouvernement estime qu'il n'y a pas lieu de prévoir l'abrogation de ces dispositions puisqu'elles sont déjà devenues sans objet.

La Commission n'a pas suivi le Gouvernement sur ce point. Elle estime qu'il faut abroger expressément les dispositions transitoires et les articles devenus sans objet. En conséquence, les dites dispositions transitoires et les dits articles ci-dessus rappelés, seront insérés, par ordre numérique, dans la liste des dispositions soumises à révision (voir annexe).

Un membre fait toutefois remarquer que l'article 139 de la Constitution doit être maintenu, le Pouvoir législatif n'ayant pas épousé le mandat exprès que lui avait donné le Congrès national.

5. — Budgets cycliques.

L'exposé des motifs estime qu'un assouplissement des règles de l'annalité budgétaire serait nécessaire pour permettre le vote de programmes financiers s'étendant sur plusieurs années. A cette fin, il propose de prévoir l'insertion d'un article 115bis.

Un membre estime que la technique budgétaire moderne permet d'adopter des programmes budgétaires à long ou moyen terme tout en les adaptant à la règle de l'annalité du budget qui doit être maintenue.

La proposition est toutefois adoptée.

X. — Amendements.

1. — La Cour des Comptes.

Deux amendements ont été déposés tendant à soumettre à révision : l'un, l'article 116 de la Constitution (amendement déposé par M. Moulin), l'autre, tendant à ne soumettre à révision que le second alinéa de l'article 116 (amendement déposé par MM. Parisis et De Saeger).

Pour justifier son amendement, M. Parisis se réfère à un mémoire de la Cour des Comptes et suggère que les deuxième et quatrième phrases de l'article 116 puissent être modifiées, de manière à étendre, sans contestation possible, le contrôle de la Cour sur toutes les opérations financières effectuées par l'Etat ou pour son compte et par les organismes publics ou parastataux relevant de l'Etat.

Certains commissaires croient que la loi peut régler les problèmes soulevés. D'autres estiment que vu le texte de l'article 116, il serait malaisé de modifier les attributions de la Cour des Comptes sans amender le prescrit constitutionnel. Le Gouvernement s'est rallié aux arguments développés et le Ministre accepte l'amendement de M. Parisis, lequel est adopté par votre Commission.

doen verdwijnen, evenals de artikelen 132, 135 en 136 die van 1831 dateren, en die eveneens louter overgangsbepalingen waren.

In de Memorie van Toelichting van dit ontwerp van verklaring spreekt de Regering de mening uit dat er geen reden is om in de opheffing van die bepalingen te voorzien vermits zij reeds nutteloos zijn geworden.

De Commissie kon de Regering op dit punt niet volgen. Zij is de mening toegedaan dat men de overgangsbepalingen en de artikelen, die overbodig geworden zijn, uitdrukkelijk moet opheffen. Dienvolgens zullen voornoemde overgangsbepalingen evenals de artikelen, waaraan wij zoeven herinnerden, in hun numerieke volgorde worden ingevoegd in de lijst van de bepalingen die voor herziening in aanmerking komen (zie bijlage).

Een lid merkt nochtans op dat artikel 139 van de Grondwet moet worden behouden omdat de wetgevende macht het uitdrukkelijk mandaat, dat haar door het Nationaal Congres werd toevertrouwd, niet volbracht heeft.

5. — Cyclische begrotingen.

In de Memorie van Toelichting wordt de mening uitgesproken dat een versoepeling van de regelen betreffende de eenjarigheid van de begrotingen noodzakelijk zou kunnen zijn ten einde de goedkeuring van financiële programma's, die over verscheidene jaren lopen, mogelijk te maken. Te dien einde wordt voorgesteld in de invoeging van een artikel 115bis te voorzien.

Een lid is de mening toegedaan dat de moderne begrotingstechniek het mogelijk maakt begrotingsprogramma's op lange of middellange termijn goed te keuren en ze daarbij aan te passen aan de regel van de eenjarigheid van de begroting, die behouden dient te worden.

Het voorstel wordt niettemin aangenomen.

X. — Amendementen.

1. — Het Rekenhof.

Er werden twee amendementen voorgesteld die ertoe strekken : het eerste om artikel 116 van de Grondwet te herzien (amendement voorgesteld door de heer Moulin); het tweede om slechts het tweede lid van artikel 116 te herzien (amendement voorgesteld door de heren Parisis en De Saeger).

Ter verantwoording van zijn amendement verwijst de heer Parisis naar een memorandum van het Rekenhof, en suggereert dat de tweede en vierde volzin van artikel 116 zouden kunnen gewijzigd worden ten einde de controle van het Hof uit te breiden, en wel zonder dat enige betwisting mogelijk is, tot alle financiële verrichtingen van de Staat of voor rekening van de Staat en van de openbare of parastatale instellingen die onder de Staat ressorteren.

Volgens sommige Commissieleden kunnen de opgeworpen problemen door de wet geregeld worden. Gelet op de tekst van artikel 116 menen anderen dat de bevoegdheden van het Rekenhof moeilijk kunnen gewijzigd worden zonder amendering van de grondwettelijke voorschriften. De Regering is op de argumentering ingegaan en de Minister aanvaardt het amendement van de heer Parisis, hetwelk door de Commissie wordt aangenomen.

2. — Propositions à la nomination de certains magistrats.

M. Saint-Remy, posant la question de savoir s'il est encore opportun que le pouvoir politique (Sénat ou conseils provinciaux) intervienne dans la présentation de magistrats, candidats soit aux fonctions de conseillers à la Cour de cassation ou aux Cours d'appel, soit aux fonctions de président ou de vice-président des tribunaux, propose l'insertion de l'article 99 dans la liste des dispositions soumises à révision.

Plusieurs membres combattent cet amendement. Ils sont adversaires des présentations réservées exclusivement aux corps constitués eux-mêmes. Une procédure mixte assure un meilleur équilibre. La même formule a d'ailleurs été retenue lors du vote en 1946 de la loi créant le Conseil d'Etat.

L'amendement est retiré par son auteur.

3. — Amendements présentés par M. Moulin.

Les amendements présentés par M. Moulin (document 993, n° 2) visent les articles 21, 31, 40, 43, 48, 87 et 116 de la Constitution.

Nous avons traité au 1^o du présent chapitre la matière relative à l'article 116.

M. Moulin a développé ses amendements qui tendent à l'organisation des collèges électoraux en un seul collège national; à l'introduction du référendum d'initiative populaire; à l'augmentation des droits à l'information et de contrôle des membres du Parlement; à l'accroissement des pouvoirs des conseils régionaux en matière économique, sociale et culturelle; aux conditions de nomination des ministres.

La Commission a rejeté les amendements de M. Moulin, sous réserve de ce qui a été dit au 1^o du présent chapitre concernant l'article 116.

XI. — Propositions de déclaration de révision de la Constitution de MM. Dejace (n° 12/1), Paque Simon (n° 140/1), Van der Elst (n° 258/1 et 275/1) et Moulin (n° 437/1).

Compte tenu des décisions qu'elle a prises, la majorité de la Commission n'a pas retenu les propositions de déclaration énoncées ci-dessus.

* * *

La Commission a approuvé les projets de déclaration tels qu'ils sont reproduits en annexe au présent rapport. Elle invite la Chambre à ne se prononcer sur les projets de révision qui visent le Sénat (déclarations de révision des articles 53, 56bis, 56ter, 57) qu'après décision de la Commission spéciale du Sénat sur ces points.

Votre Commission a approuvé le rapport à l'unanimité au cours de la séance qui s'est tenue pendant toute la journée du mercredi 17 mars 1965. Elle a exprimé à cette occasion à ses rapporteurs ses félicitations pour la diligence avec laquelle ils ont présenté leur rapport dans un minimum de temps, ce qui n'a pas permis de donner à celui-ci tous les développements souhaitables.

Le Gouvernement s'est associé à cet hommage.

Les Rapporteurs,

Le Président,

L. MOYERSOEN; M.-A. PIERSON. A. VAN ACKER.

2. — Voordracht tot benoeming van sommige magistraten.

De heer Saint-Remy stelt de vraag of het nog opportuun is dat de politieke macht (Senaat of provinciale raden) een rol speelt bij de voordracht van magistraten die kandidaat zijn voor de functie van raadsheer bij het Hof van cassatie of bij de Hoven van beroep, of voor de functie van voorzitter of ondervoorzitter van de rechtbanken; hij stelt voor artikel 99 toe te voegen aan de lijst van bepalingen die dienen te worden herzien.

Verscheidene leden bestrijden dit amendement. Zij zijn er tegenstander van dat de voordrachten uitsluitend aan de gestelde lichamen zelf zouden voorbehouden zijn. Een gemengde procedure verzekert het beste evenwicht. Dezelfde formule werd derhalve aangenomen, toen in 1946 de wet tot oprichting van de Raad van State werd goedgekeurd.

Het amendement wordt door de indiener ingetrokken.

3. — Amendementen ingediend door de heer Moulin.

De amendementen van de heer Moulin (stuk 993, n° 2) hebben betrekking op de artikelen 21, 31, 40, 43, 48, 87 en 116 van de Grondwet.

In onderhavig hoofdstuk hebben wij de materie betreffende artikel 116 behandeld.

De heer Moulin heeft zijn amendementen toegelicht, die ertoe strekken de kiescolleges om te vormen tot een nationaal college, een van het volk uitgaand referendum in te voeren, ruimere machten te verlenen aan de parlementsleden in verband met informatie en controle, de machten van de gewestelijke raden op economisch, sociaal en cultureel gebied uit te breiden, en de voorwaarden inzake benoeming van de Ministers te wijzigen.

De Commissie verwerpt de amendementen van de heer Moulin, behoudens wat onder 1^o van dit hoofdstuk gezegd is aangaande artikel 116.

XI. — Voorstellen van verklaring tot herziening van de Grondwet van de heren Dejace (n° 12/1), Paque, Simon (n° 140/1), Van der Elst (n° 258/1 en 275/1) en Moulin (n° 437/1).

Rekening houdend met de door haar genomen beslissingen heeft de meerderheid van de Commissie de hierboven vermelde voorstellen van verklaring niet in aanmerking genomen.

* * *

De Commissie keurt de ontwerpen van verklaring goed, zoals die voorkomen in bijlage bij het onderhavige verslag. Zij verzoekt de Kamer zich over de ontwerpen tot herziening in verband met de Senaat (verklaringen tot herziening van de artikelen 53, 56bis, 56ter, 57) pas uit te spreken nadat de bijzondere Commissie van de Senaat een beslissing heeft genomen over die punten.

Uw Commissie keurde het verslag eenparig goed tijdens de vergadering die de ganse woensdag 17 maart 1965 in beslag nam. Bij de gelegenheid feliciteerde zij de verslaggevers voor de spoed waarmee zij hun verslag hebben voorgedragen in een minimum van tijd, hoewel hierdoor aan dit stuk niet de gewenste uitbreiding kon worden gegeven.

De Regering sloot zich bij die dankbetuiging aan.

De Verslaggevers,

De Voorzitter,

L. MOYERSOEN; M.-A. PIERSON. A. VAN ACKER.

**PROJETS DE DECLARATION
DE REVISION DE LA CONSTITUTION
ADOPTES
PAR LA COMMISSION SPECIALE.**

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 1^{er} de la Constitution, par l'abrogation de son 4^e alinéa.

* * *

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision du titre I^{er} de la Constitution, par l'insertion d'un article 3bis, relatif aux régions linguistiques.

* * *

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 6 de la Constitution, en vue d'y préciser notamment que l'égalité des Belges devant la loi exclut toute distinction fondée sur la race, la religion ou le sexe.

* * *

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 22 de la Constitution.

* * *

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 23 de la Constitution.

* * *

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision du titre II de la Constitution, par l'insertion de dispositions relatives aux droits économiques et sociaux.

* * *

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision du titre III, par l'insertion d'un article 25bis relatif à l'exercice de pouvoirs par des autorités supranationales ou internationales.

* * *

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision du titre III, chapitre 1^{er}, de la Constitution, par l'insertion d'un article 38bis, réglant la procédure spéciale à observer à l'égard de projets ou propositions de loi qui pourraient porter gravement atteinte aux relations entre les communautés linguistiques.

* * *

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 39 de la Constitution, exception faite de la deuxième phrase de cette disposition, uniquement en vue de tenir compte des nouveaux procédés techniques par lesquels les membres du Parlement émettent leur vote.

* * *

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 47 de la Constitution.

* * *

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision des dispositions transitoires de l'article 47 par leur abrogation.

* * *

**ONTWERPEN VAN VERKLARING
TOT HERZIENING VAN DE GRONDWET
AANGENOMEN
DOOR DE BIJZONDERE COMMISSIE.**

— De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van artikel 1 van de Grondwet, door opheffing van het 4^e lid.

* * *

— De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van Titel I van de Grondwet, door invoeging van een artikel 3bis betreffende de taalgebieden.

* * *

— De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van artikel 6 van de Grondwet, ten einde inzonderheid nader te bepalen dat de gelijkheid van de Belgen voor de wet elk onderscheid volgens geslacht, godsdienst of ras uitsluit.

* * *

— De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van artikel 22 van de Grondwet.

* * *

— De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van artikel 23 van de Grondwet.

* * *

— De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van Titel II van de Grondwet, door invoeging van bepalingen betreffende de economische en sociale rechten.

* * *

— De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van Titel III van de Grondwet, door invoeging van een artikel 25bis betreffende de uitoefening van bevoegdheden door supranationale of internationale gezagsorganen.

* * *

— De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van Titel III, Hoofdstuk I, van de Grondwet, door invoeging van een artikel 38bis, houdende regeling van de bijzondere procedure welke moet worden in acht genomen voor wetsontwerpen of voorstellen, die de betrekkingen tussen de taalgemeenschappen ernstig in het gedrang zouden kunnen brengen.

* * *

— De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van artikel 39 van de Grondwet, met uitzondering van de tweede volzin van die bepaling, en wel alleen om rekening te houden met de nieuwe technische procédés waarvan de Parlementsleden gebruik maken bij het uitbrengen van hun stem.

* * *

— De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van artikel 47 van de Grondwet.

* * *

— De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van de overgangsbepalingen van artikel 47, door opheffing ervan.

* * *

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 49 de la Constitution.

* * *

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 52 de la Constitution.

* * *

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision des dispositions transitoires de l'article 52 par leur abrogation.

* * *

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 53 de la Constitution.

* * *

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision des dispositions transitoires de l'article 53 par leur abrogation.

* * *

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 56bis de la Constitution :

a) par la suppression des conditions mises à l'éligibilité des sénateurs élus directement;

b) par le remplacement éventuel par des qualifications exigées pour l'élection des sénateurs provinciaux et cooptés.

* * *

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision des dispositions transitoires de l'article 56bis par leur abrogation.

* * *

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 56ter de la Constitution.

* * *

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 57 de la Constitution.

* * *

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 68 de la Constitution.

* * *

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 70, alinéa 1^{er}, de la Constitution.

* * *

Les Chambres déclarent qu'il a lieu à révision du Titre III, Chapitre II, section II de la Constitution par l'insertion d'une ou de plusieurs dispositions nouvelles ayant pour objet le statut des ministres, secrétaires et sous-secrétaires d'Etat et des articles 36, 43, 56bis, 63, 64, 65, 73, 79, 82, 86, 87, 88, 89, 90, 91 et 134, uniquement en vue d'assurer une coor-

— De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van artikel 49 van de Grondwet.

* * *

— De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van artikel 52 van de Grondwet.

* * *

— De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van de overgangsbepalingen van artikel 52, door opheffing ervan.

* * *

— De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van artikel 53 van de Grondwet.

* * *

— De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van de overgangsbepalingen van artikel 53, door opheffing ervan.

* * *

— De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van artikel 56 bis van de Grondwet :

a) door de afschaffing van de voorwaarden van verkiesbaarheid waaraan de rechtstreeks gekozen senatoren moeten voldoen;

b) door de eventuele vervanging door voorwaarden van verkiesbaarheid waaraan de provinciale en gecoöpteerde senatoren moeten voldoen.

* * *

— De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van de overgangsbepalingen van artikel 56bis, door opheffing ervan.

* * *

— De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van artikel 56ter van de Grondwet.

* * *

— De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van artikel 57 van de Grondwet.

* * *

— De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van artikel 68 van de Grondwet.

* * *

— De Kamers verklaren dat er redenen tot het herziening van artikel 70, lid 1, van de Grondwet.

* * *

De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van Titel II, Hoofdstuk II, Afdeling II, van de Grondwet, door invoeging van een of meer nieuwe bepalingen handelend over het statuut van de ministers, van de staatssecretarissen en van de onderstaatssecretarissen, en van de artikelen 36, 43, 56bis, 63, 64, 65, 73, 79, 82, 86, 87, 88, 89, 90, 91 et 134,

dination des textes avec l'institution éventuelle des fonctions de secrétaires et sous-secrétaires d'Etat.

* * *

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 84 de la Constitution.

* * *

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision du titre III, par l'insertion d'un chapitre IIbis, **Droit de proposition**, contenant un article 91bis permettant à des organismes de droit public, désignés par la loi, tels que conseils culturels, économiques et sociaux, de saisir le Gouvernement ou les Chambres de propositions, moyennant l'observation de conditions fixées par la loi, visant notamment les majorités qualifiées auxquelles ces propositions seraient soumises au sein desdits organismes.

* * *

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 93 de la Constitution.

* * *

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 96 de la Constitution.

* * *

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 97 de la Constitution.

* * *

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 98 de la Constitution.

* * *

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 104 de la Constitution.

* * *

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision du titre III, chapitre III, de la Constitution, par l'insertion d'un article 107bis relatif aux conflits entre les dispositions du droit interne, légales ou réglementaires, et celles du droit international ou du droit communautaire.

* * *

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision du titre III de la Constitution, par l'insertion d'un chapitre IIIbis, relatif aux jurisdictions administratives et au Conseil d'Etat.

* * *

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 108 de la Constitution et du Titre III, Chapitre IV de la Constitution par l'insertion d'un article 108bis permettant de déterminer éventuellement les principes régissant les fédérations de communes et les grandes agglomérations.

* * *

90, 91 en 134, doch enkel met het oog op de coördinatie van die teksten met de eventuele instelling van de functies van staatssecretaris en onderstaatssecretaris.

* * *

— De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van artikel 84 van de Grondwet.

* * *

— De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van Titel III door invoeging van een Hoofdstuk IIbis — **Recht van Voorstel** — bevattende een artikel 91bis, dat ertoe strekt door de wet aangewezen publiekrechtelijke instellingen, zoals cultuurraden, economische en sociale raden, te machtigen voorstellen bij de Regering of bij de Kamers aanhangig te maken, met inachtneming van door de wet gestelde voorwaarden, welke met name betrekking hebben op de gekwalificeerde meerderheden, waaraan die voorstellen in die instellingen onderworpen zouden zijn.

* * *

— De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van artikel 93 van de Grondwet.

* * *

— De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van artikel 96 van de Grondwet.

* * *

— De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van artikel 97 van de Grondwet.

* * *

— De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van artikel 98 van de Grondwet.

* * *

— De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van artikel 104 van de Grondwet.

* * *

— De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van Titel III, Hoofdstuk III, van de Grondwet, door invoeging van een artikel 107bis betreffende conflicten tussen wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen van intern recht en bepalingen van internationaal recht of van gemeenschapsrecht.

* * *

— De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van Titel III van de Grondwet, door invoeging van een Hoofdstuk IIIbis, betreffende de administratieve rechts-colleges en de Raad van State.

* * *

— De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van artikel 108 van de Grondwet, en van Titel III, Hoofdstuk IV, van de Grondwet, door invoeging van een artikel 108bis waarbij het mogelijk wordt gemaakt in voor-komend geval te bepalen welke principes gelden voor de federaties van gemeenten en de grote agglomeraties.

* * *

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 110, par l'adjonction d'une disposition en vue de couvrir les impositions en faveur des grandes agglomérations et fédérations de communes visées par la révision de l'article 108 et par l'insertion d'un nouvel article 108bis.

* * *

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 113, par l'adjonction d'une disposition en vue de couvrir les rétributions en faveur des grandes agglomérations et fédérations de communes visées par la révision de l'article 108 et par l'insertion d'un nouvel article 108bis.

* * *

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision du titre IV de la Constitution, par l'insertion d'un article 115bis, relatif aux programmes financiers s'étendant sur plusieurs années.

* * *

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 116, 2^e alinéa.

* * *

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 126 de la Constitution.

* * *

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision du titre VII de la Constitution, par l'insertion d'un article 131bis, en vue d'interdire toute révision de la Constitution en temps de guerre ou lorsque les Chambres se trouvent empêchées de se réunir librement sur le territoire national.

* * *

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 132 de la Constitution par son abrogation.

* * *

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 135 de la Constitution par son abrogation.

* * *

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 136 de la Constitution par son abrogation.

* * *

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision du titre VIII de la Constitution, par l'adjonction d'un article 140, disposant que la Constitution belge est établie en français et en néerlandais et que les deux textes font foi.

* * *

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de tous les articles de la Constitution, uniquement en vue d'établir sa version néerlandaise.

— De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van artikel 110, door toevoeging van een bepaling met betrekking tot de belastingen ten gunste van de grote agglomeraties in federaties van gemeenten die bedoeld zijn bij de herziening van artikel 108 en door invoeging van een nieuw artikel 108bis.

* * *

— De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van artikel 113, door toevoeging van een bepaling met betrekking tot de retributies ten gunste van de grote agglomeraties in federaties van gemeenten die bedoeld zijn bij de herziening van artikel 108 en door invoeging van een nieuw artikel 108bis.

* * *

— De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van Titel IV van de Grondwet, door invoeging van een artikel 115bis, betreffende de financiële programma's welke over verschillende jaren zijn gespreid.

* * *

— De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van artikel 116, 2^e lid.

* * *

— De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van artikel 126 van de Grondwet.

* * *

— De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van Titel VII van de Grondwet door invoeging van een artikel 131bis strekkende tot het verbieden van elke Grondwetsverziening in oorlogstijd of wanneer de Kamers zich in de onmogelijkheid bevinden vrij te vergaderen op het nationale grondgebied.

* * *

— De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van artikel 132 van de Grondwet, door opheffing ervan.

* * *

— De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van artikel 135 van de Grondwet, door opheffing ervan.

* * *

— De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van artikel 136 van de Grondwet, door opheffing ervan.

* * *

— De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van Titel VIII van de Grondwet, door toevoeging van een artikel 140, bepalende dat de Belgische Grondwet in het Nederlands en in het Frans is gesteld en dat beide teksten rechtsgeldig zijn.

* * *

— De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van al de artikelen van de Grondwet, alleen om de Nederlandse versie ervan vast te stellen.

ANNEXE.

Texte des dispositions soumises à révision en vue de leur abrogation.**Art. 47, alinéa 3.**

Une loi pourra, dans les mêmes conditions, attribuer le droit de vote aux femmes. Cette loi devra réunir au moins les deux tiers des suffrages.

**Art. 47.
(Disposition transitoire.)**

Sont admises au droit de suffrage, concurremment avec les citoyens visés à l'article 47 de la Constitution, les femmes qui, réunissant les conditions prescrites par cet article, appartiennent à l'une des catégories énoncées dans l'article 2 de la loi du 9 mai 1919.

**Art. 52.
(Disposition transitoire.)**

La disposition du premier alinéa de l'article 52 est applicable à la session 1919-1920.

**Art. 53.
(Disposition transitoire.)**

Les femmes admises au droit de suffrage pour la Chambre des représentants, concurremment avec les citoyens visés à l'article 47 de la Constitution, sont admises également à participer à l'élection des membres du Sénat visés au 1^e de l'article 53.

**Art. 56bis.
(Disposition transitoire.)**

Le terme de cinq ans des catégories 14^e, 17^e, 18^e et 19^e, et celui de trois ans de la 16^e catégorie sont ramenés à deux ans pour la première application de ces dispositions.

Art. 132.

Pour le premier choix du chef de l'Etat, il pourra être dérogé à la première disposition de l'article 80.

Art. 135.

Le personnel des cours et des tribunaux est maintenu tel qu'il existe actuellement, jusqu'à ce qu'il y ait été pourvu par une loi.

Cette loi devra être portée pendant la première session législative.

Art. 136.

Une loi, portée dans la même session, déterminera le mode de la première nomination des membres de la Cour de Cassation.

BIJLAGE.

Tekst van de bepalingen welke dienen te worden herzien met het oog op de intrekking ervan.**Art. 47, 3^e lid.**

Door een wet kan, mits dezelfde vereisten, het kiesrecht aan de vrouwen verleend worden. Deze wet moet door ten minste twee derden van de stemmen aangenomen worden.

**Art. 47.
(Overgangsbepaling.)**

Zijn kiesgerechtigd, tegelijk met de ingezeten bedoeld bij artikel 47 der Grondwet, de vrouwen die aan de bij dit artikel gestelde vereisten voldoen en tevens behoren tot één der groepen vermeld in artikel 2 der wet van 9 mei 1919.

**Art. 52.
(Overgangsbepaling.)**

Het bepaalde in het eerste lid van artikel 52 is toepasbaar op het zittingsjaar 1919-1920.

**Art. 53.
(Overgangsbepaling.)**

De vrouwen, toegelaten tot het stemrecht voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers te zamen met de burgers bedoeld in artikel 47 der Grondwet, worden eveneens toegelaten tot het deelnemen aan de verkiezing der leden van de Senaat bedoeld in de 1^e van artikel 53.

**Art. 56bis.
(Overgangsbepaling.)**

De termijn van vijf jaar voor de 14^e, 17^e, 18^e en 19^e categorieën, en die van drie jaar voor de 16^e categorie worden, voor de eerste toepassing van deze bepalingen, tot op twee jaar verminderd.

Art. 132.

Bij de eerste keuze van het Staatshoofd mag van de eerste bepaling van artikel 80 afgeweken worden.

Art. 135.

Het personeel van de hoven en de rechtbanken blijft in dienst zoals het thans bestaat, totdat daarin door een wet voorzien wordt.

Die wet moet gedurende de eerste zitting van de Wetgevende Kamers ingevoerd worden.

Art. 136.

Een wet gedurende dezelfde zitting in te voeren, zal de wijze bepalen waarop de leden van het Hof van Verbreking voor de eerste maal worden benoemd.